



**AFRICA EUROPE FAITH AND JUSTICE NETWORK
RESEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE EUROPE**

ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'IMPACT DES ACTIVITES DE LA SOCIETE FUELSTOCK MADAGASCAR



**AFRICA EUROPE FAITH AND JUSTICE NETWORK
RESEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE EUROPE**

174, rue Joseph II str.
B 1000 BRUSSELS - Belgium
Tel. +32 (0) 2.234.68.10 - Fax. +32 (0) 2.231.14.13
email: aefjn@aefjn.org
www.aefjn.org

Etude réalisée par la Solidarité des Intervenants sur le Foncier (SIF) et le Centre Social Arrupe (CSA) avec l'aide du Birao ifandraisan'ny mpampiofana tontolo tantsaha (BIMTT), une plateforme des organisations liées aux églises chrétiennes pour le développement rural.

Sous la direction d'Eric Hermann RAPARISON, Coordonnateur National de la SIF, et du père Noël Marie Cyprien Médard RAZAFINANDRAINA s.j., directeur du Centre Social Arrupe.

Exécutée par :

**Anthrinh SOAFILIRA
Katty Fatma ABDOURABI
Nadya Nirisoa RANDRIANANDRASANA
Noëlla RAZAFINTSALAMA
Patrick RANDRIAMISATA
Mahery RAKOTOARIVELO
Niry Junlas RAKOTOSON
Nomebarijaona
Hery Randriarimanga**





ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'IMPACT DES ACTIVITES DE LA SOCIETE FUELSTOCK MADAGASCAR

Etude réalisée par la Solidarité des Intervenants sur le Foncier (SIF) et le Centre Social Arrupe (CSA) avec l'aide du Birao ifandraisan'ny mpampiofana tontolo tantsaha (BIMTT), une plateforme des organisations liées aux églises chrétiennes pour le développement rural.

Sous la direction d'Eric Hermann RAPARISON, Coordonnateur National de la SIF, et du père Noël Marie Cyprien Médard RAZAFINANDRAINA s.j., directeur du Centre Social Arrupe.

Exécutée par :



**Anthrinh SOAFILIRA
Katty Fatma ABDOURABI
Nadya Nirisoa RANDRIANANDRASANA
Noëlla RAZAFINTSALAMA
Patrick RANDRIAMISATA
Mahery RAKOTOARIVELO
Niry Junlas RAKOTOSON
Nomebarijaona
Hery Randriarimanga**



Décembre 2015

Avant-propos

La bonne gestion du secteur foncier à Madagascar pourrait être un facteur important pour améliorer considérablement le niveau de vie de la population malgache, composée de 80% de personnes vivant de l'exploitation de la terre (soit par l'agriculture, soit par l'élevage). Par ailleurs, d'après une enquête effectuée par l'Institut National des Statistiques (INSTAT), en 2014, près de 71% de cette population vivait sous le seuil national de pauvreté¹ et souffrait d'insuffisance alimentaire.

Le secteur foncier est souvent associé à la sécurisation foncière, notamment par la délivrance de titres et de certificats fonciers, alors que les décisions politiques doivent être prises en fonction de l'utilisation de la terre basée sur un plan d'aménagement en concordance avec la vision de développement du pays, et répondant bien évidemment aux besoins de l'ensemble de la population malgache.

Le 26 mai 2015, la 'Grande Ile' a sorti une nouvelle lettre de politique foncière (LPF), démontrant la prise de conscience des autorités étatiques et des responsables multi-niveaux et multisectoriels des enjeux du secteur foncier. Cette LPF constitue le fruit des expériences vécues en termes d'exploitation de terrains à grande échelle, depuis la crise alimentaire mondiale de 2008, et la crise socio-politique malgache de 2009 où les cas d'accaparement de terres ont commencé à foisonner un peu partout.

La présente étude de cas commanditée par le Réseau Foi et Justice Afrique Europe (AEFJN) et réalisée par le Centre Social Arrupe (CSA) en étroite collaboration avec la Solidarité des Intervenants sur le Foncier (SIF), présente une analyse du niveau de responsabilité de Fuelstock Madagascar, entreprise productrice de biocarburant, et des impacts socio-économiques de ses activités au niveau local, dans les villages de Manjarisoa et Miadanasoa, fokontany de Besaonjo, commune rurale d'Ankazomborona, région Boeny par rapport aux normes internationales et à la législation en vigueur dans la Grande Ile.

Les conclusions de l'étude serviront aux trois organisations à sensibiliser principalement les décideurs politiques en Europe et à Madagascar, puis le grand public, sur ces importants investissements, étant donné que les résultats démontrent un manque de volonté politique flagrant de la part des dirigeants malgaches, lesquels n'imposent pas de retombées tangibles des investissements directs étrangers pour la population locale. Par ailleurs, cette étude a révélé que les droits fonciers des occupants traditionnels n'ont pas été respectés dans l'octroi du terrain et que les conditions de travail des ouvriers ne sont en conformité ni aux normes internationales ni à la législation nationale.

Haingoarison RANDRIANOMENJANAHARY,
Président de la SIF.

1.- Le seuil national de pauvreté est fixé à 537 603 Ariary par an, soit 168 Euros, par l'INSTAT.

Résumé

Société de droit malgache créée en 2009, Fuelstock Madagascar ambitionne d'être leader dans la production de biocarburant à Madagascar, en répondant en priorité aux besoins des coopératives de transport en commun, puis, en approvisionnant le grand public.

Après 6 ans d'existence, cette filiale malgache de Fuelstock International, de nationalité britannique, en est encore à l'exploitation de 600 Ha sur les 2 000 Ha qui lui ont été attribués par l'État malgache par le biais d'un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans renouvelable, à raison de 02 Ariary par mètre carré², soit 6,25 Euros³ par hectare par an.

Différentes anomalies ont été observées dans l'exploitation de Fuelstock Madagascar dont les activités se situent dans les villages de Miadanasoa et Manjarisoa, tous deux issus du fokontany de Besaonjo, commune d'Ankazomborona, dans la région Boeny. Dans le premier village, les paysans propriétaires des terrains exploités par la société ont vu leurs droits fonciers bafoués. Pour certains, la société a loué leurs parcelles sans contrat écrit, pour d'autres, même en présence d'un accord écrit, celui-ci n'a pas été respecté puisque des interruptions ou baisses de loyers ont été observées, sans qu'il n'y ait eu d'explication. Dans le second village, l'État malgache a attribué, à titre de bail emphytéotique, à une société privée des terres déjà utilisées comme terrains de pâturage par les populations locales. Ainsi, les éleveurs de bovidés ont vu leurs quelque 3 000 têtes de zébus dépossédés de leurs aires de pâturage sans aucune considération de leurs nombreuses années d'occupation.

Du point de vue environnemental, les produits utilisés comme insecticides sur l'ensemble de la plantation sont autant toxiques pour les employés, dépourvus de protection, que pour l'environnement. Reste à savoir si le défi de la société de vouloir exporter au niveau mondial ce biocarburant ne contredit pas l'idée même du développement vert.

Quant à la question de la sécurité alimentaire, elle semble bien inquiétante vu la situation de précarité dans laquelle vit la majorité des employés de l'entreprise compte tenu des conditions auxquelles Fuelstock Madagascar les expose.

Une société qui a recours aux investissements directs à l'étranger a une part de responsabilité dans le développement socio-économique de la localité dans laquelle elle est implantée ; toutefois, l'État doit également rester vigilant quant aux obligations qui lui incombent.

2.- 10 000 m² = 1 Ha

3.- 1 Euro = 3 200 Ariary (cours juillet 2015)

Sommaire

7	INTRODUCTION
8	MÉTHODOLOGIE
8	Localisation
12	Outils utilisés
13	Contraintes
13	PARTIE I : LA SOCIÉTÉ FUELSTOCK
13	I.1. Présentation générale
14	I.2. Situation de l'exploitation
14	I.3. Historique des plantations
15	I.4. Objectifs de Fuelstock Madagascar à l'horizon 2020
15	PARTIE II : ANALYSE DES IMPACTS DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ FUELSTOCK MADAGASCAR
15	II.1. Impacts positifs moindres sur le développement socio-économique
32	II. Impacts sur le plan environnemental: reduction des feux de brousse, etc.
34	III. Foncier : Non-respect des droits fonciers
38	IV. Genre : Conditions de travail identiques pour tous
39	V. Des revenus faibles entretenant l'insecurité alimentaire
43	PARTIE III : RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS DE LA SIF
43	I. Sur le plan social : s'impliquer davantage et respecter les engagements
44	II. Sur le plan économique : assurer des changements palpables au niveau local
45	III. Sur le plan foncier : concilier les investissements avec le respect des droits humains
46	IV. Du point de vue environnemental
47	V. Du point de vue sécurité alimentaire : renforcer la collaboration avec les agriculteurs locaux
49	CONCLUSION
51	ACRONYMES
51	BIBLIOGRAPHIE ET REFERENCES

INTRODUCTION

Face à une forte demande énergétique au niveau mondial, les terres et les ressources naturelles de Madagascar suscitent de plus en plus l'appétit des investisseurs étrangers.

Les énergies fossiles, et en premier lieu le pétrole, sont les principales sources d'énergie utilisées dans le monde. Selon l'agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation d'énergie au niveau mondial a augmenté de 60% entre 1980 et 2000, le pétrole étant la première source d'énergie assurant 33% des besoins mondiaux, suivi par le charbon (27%) et le gaz (21%). Quant aux énergies renouvelables, elles ne répondent qu'à hauteur de 13% à la demande mondiale.

Il est pourtant connu que les énergies fossiles sont des ressources limitées qui, une fois le stock (constitué il y a plusieurs millions d'années) épuisé, ne se renouvelle plus. Par ailleurs, la disponibilité et le prix des ressources fossiles, notamment le pétrole et le gaz, sont fortement liés au contexte géopolitique et ces fluctuations s'imputent sur le prix des biens en général, sans parler des impacts environnementaux sur l'air, l'eau et le sol induits par l'exploitation et la consommation de ces énergies fossiles, pour ne citer que les émissions atmosphériques et thermiques.

C'est dans ce contexte que l'Union européenne (UE) s'est engagée depuis plusieurs années à appuyer les initiatives tendant à la réduction de la consommation d'énergie et à soutenir les investissements visant à la production d'énergies renouvelables. Fuelstock international, à travers sa filiale Fuelstock Madagascar, est une société anglaise productrice de biocarburant à base d'huile de jatropha (en alternative aux carburants fossiles) et figure parmi les sociétés dont les investissements sont soutenus par l'UE.

Outre les phénomènes d'accaparement de terres plusieurs fois dénoncés dans le cadre de ces grands investissements, il semble également indispensable de s'intéresser aux impacts socio-économiques de la production de ce type de carburant.

Cette étude, fruit d'une collaboration entre l'AEFJN (African Europe Faith and Justice Network), le centre social ARRUPE et la SIF (Solidarité des Intervenants sur le Foncier), servira d'outil de sensibilisation du public mais permettra surtout aux trois organisations d'effectuer un travail de plaidoyer auprès des décideurs à Madagascar et dans les institutions de l'UE pour soutenir davantage les exploitations agricoles familiales plutôt que les investissements de firmes multinationales européennes productrices de biocarburants pouvant être nuisibles sur les plans socio-économique et climatique.

Après l'exposé des faits et l'analyse des impacts socio-économiques des activités de Fuelstock Madagascar, cette étude formulera des propositions afin de rendre les investissements fonciers à grande échelle bénéfiques aux populations locales et ce pour les générations futures à Madagascar. Des recommandations seront également émises pour prévenir toute forme d'accaparement de terres dans la conclusion des contrats d'investissement foncier.

Madagascar, état insulaire indépendant depuis 1960, est situé dans l'Océan Indien au large du Canal de Mozambique. D'une superficie de 587 295 km², 'l'île rouge' compte 22,92 millions d'habitants (source Banque mondiale 2013).

La Grande Île se démarque par la diversité de sa faune et de sa flore uniques au monde. C'est un pays riche en ressources naturelles et en potentialités économiques qui lui permettraient de soutenir son propre développement. Et pourtant, malgré toute cette richesse, sa population demeure encore l'une des plus pauvres au monde. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale publié en 2013, 92% de la population malgache vit sous le seuil d'extrême pauvreté, à savoir avec moins de 1,25 USD par jour. Le manque de rigueur des autorités étatiques à faire respecter les normes de responsabilité sociétale et environnementale par les investisseurs, et ce, aux dépens des paysans et des communautés locales est en partie responsable de cette pauvreté.

Dès les premiers mois de son accession au pouvoir, Monsieur Hery RAJAONARIMAMPINANINA, actuel Président de la République de Madagascar, élu démocratiquement en 2013, a prôné la promotion des investissements étrangers pour permettre une croissance économique rapide et stable, pouvant sortir la population malgache de la misère. Ceci étant, plus d'un an après, les impacts ne sont pas encore tangibles au niveau de la masse populaire. De même, on constate un non-respect flagrant des Droits humains dans l'accomplissement du travail, notamment dans les investissements fonciers à grande échelle.

La SIF ou la *Solidarité des Intervenants sur le Foncier* est une plateforme de la société civile œuvrant sur les questions foncières à Madagascar. Créée en 2003 et formalisée en 2006 par quelques organisations paysannes de la Grande Ile, son objectif premier est de les aider à accéder à la terre et de protéger leurs droits fonciers.

Grâce à la force de proposition et de persuasion de la SIF, l'État a pris la décision en 2005 de réformer la politique foncière nationale par l'adoption d'une lettre de politique foncière. L'un des acquis de cette réforme consiste à rapprocher l'administration chargée de la gestion du droit foncier des usagers afin de sécuriser massivement leurs droits sur la terre, autrement dit, la décentralisation de la gestion foncière. Pour ce faire, le principe de présomption de propriété privée a été adopté en remplacement du principe de présomption de domanialité pratiqué depuis la colonisation. À partir de 2005, les droits sur l'occupation foncière de terrains ne disposant pas de preuves écrites ont été renforcés par le biais de la création d'un nouveau statut de terre : « la propriété foncière privée non titrée ». Avec ce nouveau statut, les occupations sont les bases de l'appropriation sur des terres non titrées. Ainsi, dans le cadre de la promotion des investissements, les occupations foncières devraient être considérées comme un droit même sans preuve écrite comme le titre foncier. D'où l'appellation de « propriété foncière privée non titrée », définissant l'occupation comme constituant la propriété.

La politique foncière issue de cette réforme vise le développement socio-économique par la capitalisation de la terre. Cependant, cette nouvelle politique n'a pas été respectée par les décideurs politiques eux-mêmes depuis la crise alimentaire mondiale de 2008 et les crises socio-politique et économique malgaches de 2009. Pour ne citer que le cas de Daewoo en 2008, l'État malgache avait alors négligé les occupations foncières rentrant dans le périmètre destiné à être octroyé au projet.

Par ailleurs, face au gel des aides de la communauté internationale depuis le coup d'état de 2009 et la faiblesse des ressources fiscales de l'administration malgache, l'État a trouvé en la vente ou la location de terres (via les contrats de bail emphytéotique) un moyen facile d'alimenter ses caisses. C'est dans ce contexte que la société Fuelstock a obtenu l'aval de l'État sur l'utilisation de 2 000 Ha de terrain en 2010, bien que la signature effective du contrat de bail n'ait été réalisée qu'en 2013.

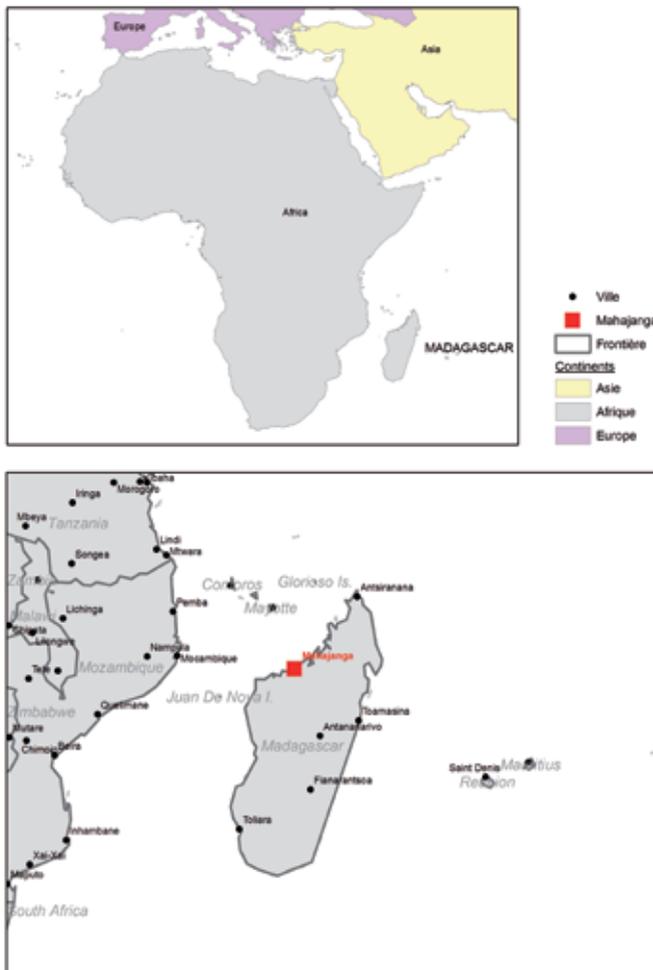


Figure 1: Madagascar est la plus grande île du continent africain

Plusieurs investisseurs étrangers se sont déjà intéressés aux terres malgaches pour la culture et l'exploitation à grande échelle de jatropha, pour ne citer que D1 Oils Madagascar (société britannique) ou Tozzi Green (d'origine italienne).

Traditionnellement, bien avant l'arrivée des investisseurs étrangers, le jatropha était utilisé pour la clôture des champs et des fermes et par la suite comme tuteur des plantations de vanille et de poivre.

Dans le secteur de l'énergie, après transformation des grains, l'huile de jatropha peut être utilisée comme carburant de moteur diesel en substitution ou en complément du gazole.

MÉTHODOLOGIE

Localisation

- Siège :

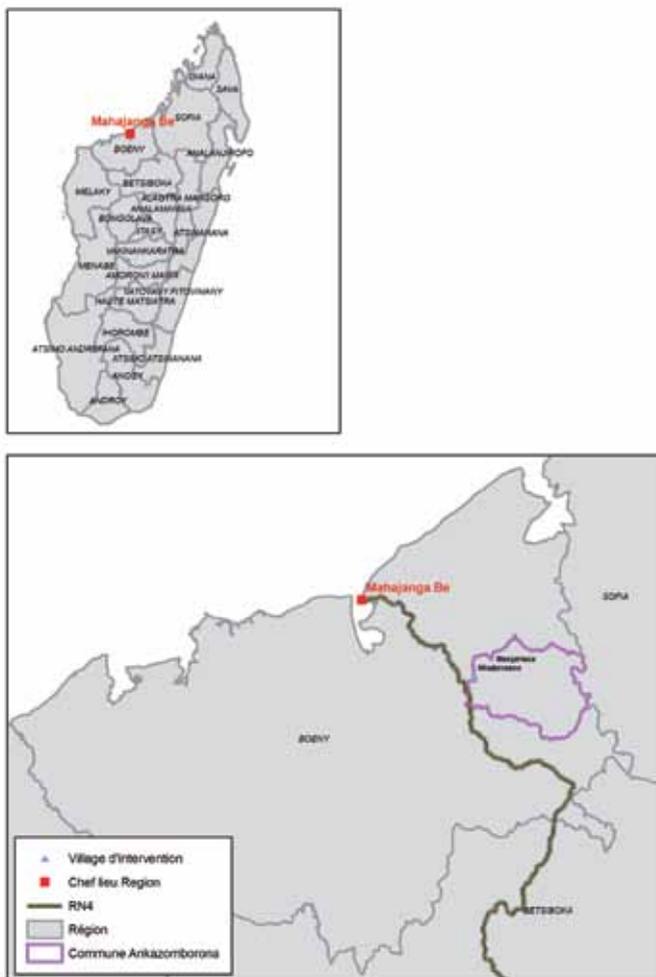


Figure 2: Localisation du bureau central de Fuelstock.

Le siège social de la société Fuelstock Madagascar se situe dans le centre-ville de Mahajanga, capital de la région Boeny.

- Sites :

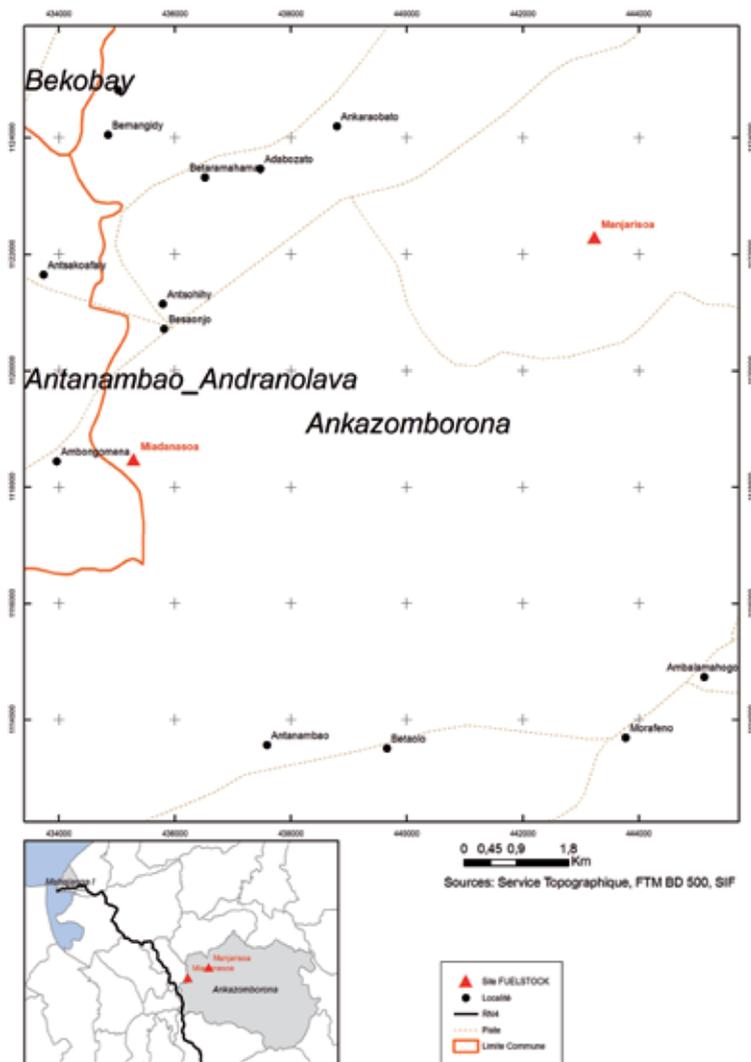


Figure 3: Délimitation de la Commune d'intervention de Fuelstock et localisation de ses sites d'exploitation

Les deux sites d'exploitation de la société se situent dans les villages de Miadanasoa et de Manjarisoa, fokontany de Besaonjo, commune d'Ankazomborona, district Marovoay, région Boeny.

Outils utilisés

Après l'identification des zones à investiguer, l'étude s'est effectuée au moyen de trois outils : l'enquête ménage, l'entretien avec des personnes sources et le focus group.

1 Enquêtes ménages

Afin de connaître la réalité dans les sites concernés par les activités de la société Fuelstock, des enquêtes ont été menées auprès des ménages des villages de Miadanasoa et Manjarisoa, les deux sites d'exploitation de la société Fuelstock.

Villages	Nombre moyen des personnes composant les ménages
MIADANASOA	5
MANJARISOA	2

Tableau 1: Taille moyenne des ménages enquêtés

2 Entretiens auprès des personnes sources

Pour comprendre l'implication de la société Fuelstock au niveau social, différentes personnes ont été consultées, à savoir :

- Le Maire et l'Adjoint au Maire de la Commune rurale d'Ankazomborona
- Les cadres permanents de Fuelstock Madagascar (responsables des sites de Miadanasoa et Manjarisoa)
- L'infirmier du Centre de Santé de Base de niveau II (CSB II) d'Ankazomborona
- Le Président de l'association des handicapés et responsables de l'école communautaire (Fokontany Amboromalandy kely)
- Les membres de l'association des femmes de Miadanasoa
- Les Directeurs de l'école communautaire de Miadanasoa, le Directeur du Collège d'enseignement général et le Proviseur du lycée d'Ankazomborona

3 Focus group

Les cibles des focus group sont :

- Les ménages (ouvriers et anciens ouvriers) à Miadanasoa et à Manjarisoa
- Les occupants des terrains de pâturage (Maevarovabe)

Besaonjo		Betara Mahamay	Ankazo-mahintsy	Morafeno barrage
Miadanasoa	Manjarisoa			
Sites d'exploitation de Fuelstock		Sites d'exploitation de Fuelstock		
80 ménages	90 ménages	Focus group (quinzaine)		
60% ménages enquêtés	65% ménages enquêtés			
Avec focus group	Avec focus group			

Tableau 2: Tableau récapitulatif des cibles de l'enquête et focus group

Contraintes

- **Routes :**
Certaines routes ont été inaccessibles en raison des mauvaises conditions météorologiques. En effet, le mois de février, période durant laquelle l'enquête sur terrain a été réalisée, s'inscrit dans la saison des pluies. Aussi, les fokontany de Betaramahamay, d'Ankazomahintsy, de Morafeno barrage et d'Ambondromamy, où résident les occupants des pâturages de Maevarovabe, n'ont pu être visités.
- **Disponibilité des ménages :**
Les horaires de travail des ouvriers journaliers (de 06h à 14h), qui constituent les ménages cibles du site de Miadanasoa, ne leur ont permis de répondre aux questions qu'à partir de 15h.
- **Difficulté de regrouper les paysans :**
La mission s'étant déroulée en période de plantation des semences dans les rizières, il a été difficile de regrouper les paysans pour le focus group.
- **Manque de coopération des autorités locales et des responsables au siège de Fuelstock :**
Certains documents, comme les comptes administratifs de la commune d'Ankazomborona, le Plan communal de développement (PCD) ou 'monographie', le contrat de bail entre l'État malgache et la société Fuelstock, le cahier des charges ou encore le document de projet de Fuelstock Madagascar ne nous ont pas été fournis durant l'investigation.

PARTIE I : LA SOCIÉTÉ FUELSTOCK

I.1. PRESENTATION GENERALE

Filiale de la société britannique Fuelstock international, Fuelstock Madagascar (société de droit malgache) a été créée en 2009 et son actuel Président-Directeur général est Peter HANRATTY.

Partie d'un capital de 1 000 000 Ariary, soit 312,50 Euros, Fuelstock ambitionne d'être leader en production d'énergie renouvelable et ce à base de grains et d'huile de jatropha (biocarburant) à Madagascar, dans l'Océan Indien puis au niveau mondial. Parmi ses objectifs, la société compte satisfaire les besoins en biocarburant des transports en commun à Madagascar, pour ensuite procéder à l'exportation de l'huile de jatropha. Pour précision, les pays de destination de ce projet d'exportation n'ont pas été mentionnés par l'entreprise.

Outre les salariés au siège de la société, Fuelstock Madagascar compte actuellement 3 cadres permanents gérant les sites de Manjarisoa et Miadanasoa, 10 ouvriers permanents, 15 Area Managers et entre 80 à 200 ouvriers journaliers. Le nombre de ces derniers varie en fonction des besoins et de la saison.

I.2. SITUATION DE L'EXPLOITATION

D'après les informations fournies par les cadres permanents, responsables des sites de Manjarisoa et de Miadanasoa, 1 500 Ha sur les 2 000 Ha contractés avec l'État malgache sont favorables à la culture de jatropha.

La production de grains de jatropha se réalise en moyenne 5 ans après le début des plantations. Fuelstock Madagascar se trouve actuellement dans sa phase de démarrage de production de grains. S'agissant de la production d'huile de jatropha destinée à la commercialisation, celle-ci est encore en phase d'essai.

La société compte deux activités principales :

- La plantation ou la culture de jatropha dont les grains seront commercialisés
- La transformation des grains de jatropha en huile qui sera ensuite distribuée

Parmi ses activités secondaires, la société procède à :

- La collecte de grains de jatropha, d'haricots, de black eyed peas ou encore de piment
- La culture de légumineuses, actuellement en phase d'expérimentation

I.3. HISTORIQUE DES PLANTATIONS

2009 : Début des plantations dans le village d'Amboromalandy kely (5 ha)

Amboromalandy kely constitue le premier site d'expérimentation sur lequel la société a testé différentes variétés (variété locale et Quinvita) pour voir comment elles s'adaptent au sol de la région.

2010 : Extension des plantations à Miadanasoa (200 Ha cultivés)

Un membre au moins de chaque ménage de Miadanasoa, qui compte environ quatre-vingt (80) toits, a travaillé au sein de Fuelstock lors du début des plantations en 2010. En 2015, seuls 21 ouvriers journaliers locaux travaillent sur le site de Miadanasoa en raison de l'extension des activités de la société vers le village de Manjarisoa.

2012 : Extension des plantations à Manjarisoa (400 Ha cultivés)

Actuellement, Manjarisoa est le site principal des plantations. La société emploie entre 80 et 200 ouvriers journaliers selon ses besoins et la saison.

2015 : Aucune extension à prévoir

L'exploitation actuelle de Fuelstock Madagascar compte 600 Ha sur les 2 000 Ha prévus. Pour l'année 2015, la société préfère se concentrer sur ses recherches en cours. Ces études portent sur la culture de légumineuses (haricots rouges et blancs) qui permettrait d'améliorer la qualité des sols en vue d'augmenter la productivité.

I.4. OBJECTIFS DE FUELSTOCK MADAGASCAR A L'HORIZON 2020

Année	Surface (ha)	Production (en tonne)	Collecte (en tonne)	Total grains (en tonne)
2014	600	100	10	110
2015	600	150	120	270
2016	700	525	200	725
2017	750	1288	400	1688
2018	750	1890	500	2390
2019	850	2263	600	2863
2020	850	2446	900	3346

Tableau 3: Selon ses prévisions, Fuelstock envisage d'exploiter 850 Ha en 2020 pour une production estimée à 2446 tonnes de grains de jatropha.

La transformation de 100 kg de grains de jatropha permet d'obtenir 30 litres d'huile de jatropha.

PARTIE II : ANALYSE DES IMPACTS DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ FUELSTOCK MADAGASCAR

II.1. IMPACTS POSITIFS MOINDRES SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

La population des villages de Manjarisoa et Miadanasoa peut être qualifiée de jeune avec un quart des individus âgés entre 10 et 20 ans et plus de 65% de la population des deux villages en dessous de trente 30 ans.

Catégories d'âge	MANJARISOA	MIADANASOA	Total général
Moins de 5 ans	5,11%	6,36%	5,95%
5-10 ans	15,33%	14,49%	14,76%
11-20 ans	20,44%	29,33%	26,43%
21-30 ans	21,17%	16,96%	18,33%
31-40 ans	15,33%	14,84%	15,00%
41-60 ans	16,06%	13,07%	14,05%
61 et plus	6,57%	4,95%	5,48%
Total général	100,00%	100,00%	100,00%

Tableau 4: Catégories d'âge de la population dans les deux sites

Par ailleurs, s'agissant de la répartition par sexe des foyers, les hommes représentent 51,45% de la population et les femmes 48,55%. L'écart entre les deux sexes est ainsi minime.

Sexe	MANJARISOA	MIADANASOA	Total général
Féminin	50,67%	47,49%	48,55%
Masculin	49,33%	52,51%	51,45%
Total général	100,00%	100,00%	100,00%

Tableau 5: Répartition par sexe des ménages

Il est important de rappeler que s'agissant du village de Manjarisoa, qui a été construit ex-nihilo depuis l'extension des plantations en 2012, aucune infrastructure de base (tels les écoles, centres de santé, marchés) n'y a été construite, ce qui justifie le fait que seul le chef de famille demeure sur le site d'exploitation, le reste des membres composant le ménage résidant dans un autre village. Un ménage est ainsi souvent décomposé en deux foyers, ce qui implique un surplus dans les dépenses des familles.

Au vu des caractéristiques des ménages composant la population des deux sites, il apparaît important que la société Fuelstock s'intéresse non seulement aux enfants et aux jeunes dans ses engagements et actions sociaux mais également aux femmes car d'un point de vue économique, sachant qu'elles constituent presque la moitié de la population, elles représentent une main d'œuvre disponible pour la société. La réalité est pourtant toute autre dans la mise en valeur de cette main d'œuvre.

1.1. Impacts au niveau social : moindre responsabilité sociale de l'entreprise

Bien que Fuelstock Madagascar ait procédé à la construction d'infrastructures dans certains villages, les réalisations sociales restent insuffisantes.

À titre d'information, la commune d'Ankazomborona compte deux (2) EPP (écoles primaires publiques) dans le Chef-lieu de commune, une EPP par Fokontany, un CEG (collège d'enseignement général) et un lycée d'enseignement général. Un centre de santé de base de niveau II (CSBII) est également présent dans la Commune.

Il est important de préciser qu'il appartient à l'État et non aux sociétés privées, de créer les infrastructures publiques et de satisfaire aux besoins d'intérêt général. Donc si les sociétés privées créent des infrastructures, cela doit être réglementé pour que les éventuelles réalisations ne soient pas un moyen d'influence pour une quelconque exonération fiscale.

1.1.1. Education : 40,53% d'illettrés

Dans les villages d'Amboromalandy kely et de Besaonjo, Fuelstock Madagascar a procédé à la construction de deux écoles communautaires et à la fourniture de matériels équipant les salles de classe. L'école communautaire de Miadanasoa a également été réhabilitée et bénéficié d'un don de tables-bancs.

Pour ces trois écoles, la société contribue à la rémunération des maîtres FRAM (Fédération de parents d'élèves s'associant pour le paiement des salaires des enseignants) qui y enseignent, à raison de 70 000 Ariary, soit 21,88 Euros, par maître par mois.

Par ailleurs, aucune intervention en matière d'éducation (dons, aides ou autres) n'a été relevée dans le chef-lieu de la commune d'Ankazomborona.

Pour le village de Manjarisoa, principal site d'exploitation de la société, aucune école n'a été construite, expliquant en partie l'existence de deux foyers dans la plupart des ménages interrogés. En effet, le village de Manjarisoa ne disposant d'aucune école, les enfants (parfois seuls, parfois accompagnés de leur mère ou d'un autre membre de la famille) sont scolarisés ailleurs et doivent donc résider dans le chef-lieu de la Commune, ou un autre village, où ils peuvent se scolariser.

Les familles doivent ainsi composer avec les priorités économiques du foyer et l'importance de la scolarisation des enfants. Cette question de l'éducation est cruciale si l'on considère le taux d'alphabétisation des ménages enquêtés dans les deux villages, selon le tableau ci-après.

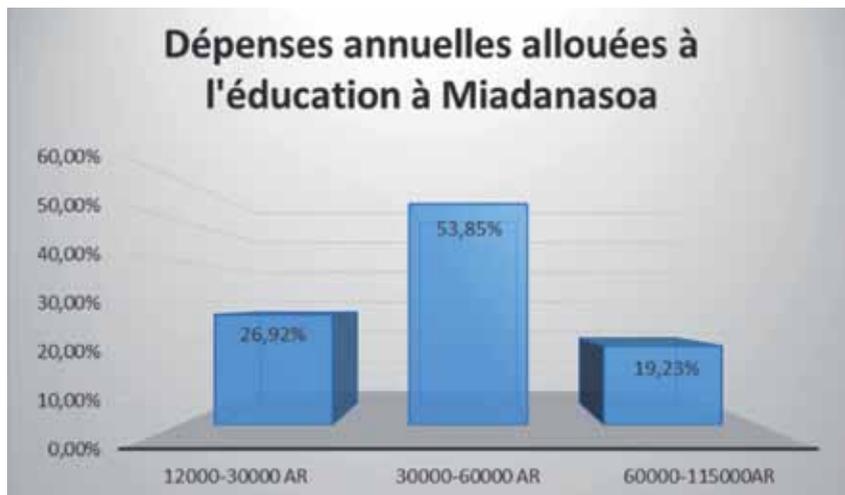
Situation	Pourcentage de la population
Lettrés	53,90%
Analphabètes	40,53%
Pas de réponse	5,57%
Total général	100,00%

Tableau 6: Taux d'alphabétisation des deux villages (Miadanasoa et Manjarisoa)

À Madagascar, l'âge moyen de début de scolarité est de 6 ans dans les écoles publiques. Bien qu'un peu plus de la moitié de la population de Miadanasoa et Manjarisoa sache lire et écrire, 40,53% d'entre eux sont illettrés. Ce taux reste préoccupant si on se réfère à la moyenne d'âge de la population évoquée précédemment qui est relativement jeune. Le manque ou l'absence d'infrastructures scolaires explique en partie ce taux élevé d'illettrisme ; et même lorsque l'infrastructure existe, les moyens alloués à l'enseignement des élèves restent très faibles. Du côté des écoles, il s'agit ici de moyens matériels (le manque d'ouvrages scolaires notamment), de moyens financiers et de moyens humains conduisant à un manque de rigueur dans la continuité de l'enseignement dispensé aux élèves. En effet, la faiblesse de l'indice salariale des enseignants les contraint à cumuler d'autres activités au détriment de leur mission d'enseignement. À titre d'exemple, pour le cas de l'école communautaire de Miadanasoa, on compte soixante-quinze (75) élèves répartis dans deux (2) classes et pris en charge alternativement par trois (3) enseignants.

Du côté des parents d'élèves, il s'agit principalement d'un manque de moyens financiers. Parmi les parents enquêtés à Miadanasoa, où une école existe, certains admettent ne pas avoir les ressources nécessaires pour pouvoir prendre en charge la scolarité de leurs enfants. Car bien qu'il n'existe pas de droits d'inscription ou de frais de scolarité pour entrer dans l'école communautaire, les parents d'élèves doivent néanmoins contribuer à la rémunération des enseignants. Cette rémunération se fait en nature et il

s'agit de l'allocation de sacs de riz. Seulement 41% des personnes enquêtées à Miadanasoa ont pu nous indiquer les dépenses en matière de scolarisation de leurs enfants; le graphique ci-dessous répartit par montant ces dépenses annuelles.



Graph 1 : Les dépenses annuelles allouées à l'éducation à Miadanasoa

Comme indiqué dans ce graphique, 53,85 % des ménages ayant accepté de donner une estimation des dépenses allouées à l'éducation de leurs enfants y consacrent entre 30 000 et 60 000 Ariary, soit entre 9,38 Euros et 18,75 Euros, par an.

Il est évident que les coûts de la scolarisation par ménage varient en fonction du nombre d'enfants à charge. Pour ce qui est des ménages consacrant entre 60 000 et 115 000 Ariary, soit entre 18,75 Euros et 35,94 Euros, en matière d'éducation, le nombre d'enfants scolarisés est compris entre trois et cinq.

L'école communautaire de Miadanasoa s'arrête au cycle primaire. À l'issue de leur scolarité, la plupart des enfants ne poursuivent plus leurs études faute de moyens financiers de la part des parents qui ne peuvent les envoyer au chef-lieu de la commune d'Ankazomborona où se situe le CEG le plus proche. Le tableau ci-après est très révélateur de cette situation.

Niveau d'instruction	MANJARISOA	MIADANASOA	Total général
Sans instruction	14,00%	35,79%	28,51%
Primaire	39,33%	45,15%	43,21%
Secondaire (collège)	16,67%	10,03%	12,25%
Lycée	2,67%	0,33%	1,11%
Universitaire	5,33%	0,67%	2,23%
NSP	22,00%	8,03%	12,69%
Total général	100,00%	100,00%	100,00%

Tableau 7: Niveau d'instruction des membres des ménages enquêtés

Pour l'ensemble de la population de Manjarisoa et de Miadanasoa, 71,72% de la population n'a pas poursuivi sa scolarité au-delà du cycle primaire. La raison principale évoquée durant les enquêtes ménages est d'ordre financier, mais, il y a également l'éloignement trop important du collège public par rapport à leur lieu d'habitation. Les enfants, âgés en moyenne de 11 ans à la fin du cycle primaire, se retrouvent donc soit sans occupation, soit contraints à travailler, dans le village ou dans un site voisin, pour subvenir aux besoins du foyer.

À Madagascar, l'âge minimum légal d'accès à l'emploi est de 15 ans⁴. S'agissant du village de Miadanasoa, 56% des enfants des ménages enquêtés contribuent au revenu du foyer et la moyenne d'âge de ces enfants est de 12 ans seulement. Ces chiffres prouvent que les actions sociales de Fuelstock en matière d'éducation sont inefficaces et que cette question de l'éducation doit être étudiée de très près par l'Administration.



Le Collège d'enseignement général de la Commune d'Ankazomborona a été construit par l'Etat malgache, sans contribution aucune de Fuelstock

4.- Article 100 de la Loi n° 2003 -044 du 28 juillet 2004 portant Code du Travail : « L'âge minimum légal d'accès à l'emploi est de quinze (15) ans sur toute l'étendue du territoire de Madagascar. Cet âge minimum ne doit pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire. Des décrets pris après avis du Conseil National du Travail fixent la nature des travaux interdits aux enfants ».



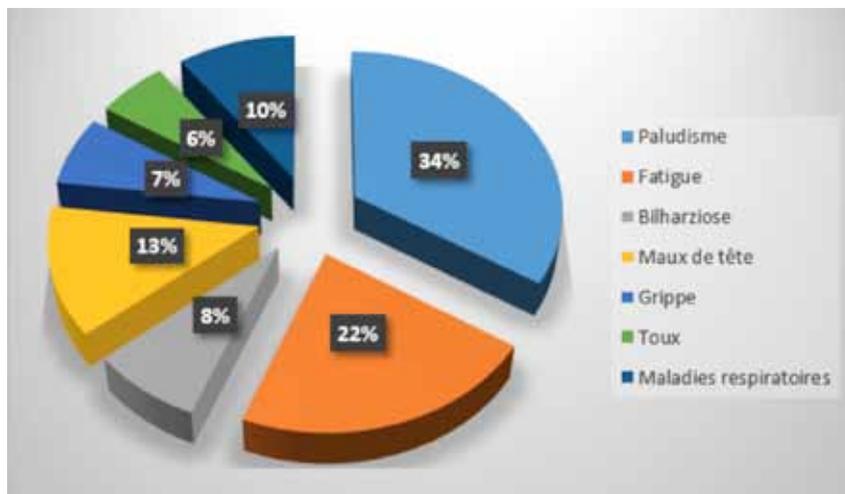
Les familles d'Amboromalandy kely, site d'expérimentation de Fuelstock, ont pu bénéficier de la construction de trois salles de classe par la société

I.1.2. Santé : Absence de prise en charge médicale des ouvriers journaliers

En matière de santé, un centre de soin, géré par Fuelstock Madagascar, existait dans le village de Miadanasoa entre 2010 et 2012. Un médecin privé, rémunéré par la société, examinait aussi bien les ouvriers journaliers travaillant pour la société que les simples villageois, et ce à titre gratuit.

Lors de l'extension des plantations dans le village de Manjarisoa en 2012, un nouveau centre de soin y a été construit et celui de Miadanasoa a fait l'objet d'une fermeture. Depuis novembre 2014, le centre de soin de Manjarisoa n'est pourtant pas opérationnel faute de médecin. En effet, d'après les sources locales interrogées, depuis l'ouverture du centre en 2012, quatre médecins s'y sont succédés et aucun n'est parvenu à s'y établir en raison de la faiblesse de leur rémunération.

On ne peut que déplorer la situation des ouvriers car si un accident de travail survient, ils ne sont pas pris en charge par la société et doivent se soigner par leurs propres moyens, aucune indemnisation ne leur étant allouée. De même pour les simples villageois qui n'ont accès à aucun soin alors que plusieurs maladies sont récurrentes dans la région et ce notamment en période de pluie.



Graph 2: Répartition des maladies les plus fréquentes à Manjarisoa

Comme le graphique ci-dessus l'indique, le paludisme est la maladie la plus répandue à Manjarisoa. Le paludisme est une maladie curable mais une forme de paludisme peut aussi être mortelle si elle n'est pas soignée à temps. Le graphique révèle également que la fatigue et les maux de tête font partie des maladies les plus citées par les ouvriers. La pénibilité des tâches, l'exposition au soleil sans aucun équipement de protection, la pression et les objectifs surhumains (voir infra) imposés par les cadres permanents gérant les sites sont des facteurs expliquant les taux élevés de ces maladies.

Outre la pénibilité des tâches (pour ne citer que le sarclage et la récolte), certaines activités exposent les ouvriers à des risques sanitaires. Comme le graphique l'indique, 10% des ouvriers enquêtés présentent des maladies respiratoires. Lors des tâches de traitement phytosanitaire, les ouvriers utilisent des insecticides à base de produits toxiques tels que la cyperméthrine ou encore les organophosphorés. Les équipements de sécurité ne sont fournis qu'une seule fois et ne sont pas renouvelés. Les ouvriers doivent donc travailler avec des équipements usagés, ce qui les expose fortement à un risque d'intoxication et à des maladies respiratoires.

Comme ils ne sont plus pris en charge par la société, les ouvriers et villageois sont livrés à eux-mêmes. Rares sont ceux qui ont les moyens de se rendre vers le chef-lieu de la Commune d'Ankazomborona ou la commune voisine, Marovoay, où se trouve un CSB II pour s'y faire traiter.

Parmi les personnes enquêtées à Manjarisoa, 60% ont fourni une réponse sur les dépenses annuelles de santé. Le graphique suivant illustre la répartition par montant des dépenses annuelles des ménages en matière de santé.

Montant des dépenses de santé (en Ariary)		Pourcentage population
En Ariary	En Euro	
100 000 et plus	31,35 et plus	20,69%
20 000 – 30 000	6,25 et 9,38	24,14%
30 000 – 50 000	9,38 et 15,63	34,48%
50 000 – 100 000	15,63 et 31,35	10,34%
Moins de 20 000	Moins de 6,25	10,34%
Total général		100,00%

Tableau 8: Répartition des dépenses allouées à la santé (Manjarisoa)

L'étude révèle que parmi les 60% de ménages ayant des dépenses de santé, 34,48% y consacrent entre 30 000 et 50 000 Ariary, soit entre 9,38 et 15,63 Euros, chaque année.

Près de 20,69% des ouvriers parviennent à allouer plus de 100 000 Ariary, soit plus de 31,35 Euros, à leurs dépenses de santé. Il paraît toutefois important de préciser que, pour la plupart de ces ménages dont l'épargne est quasiment nulle, les dépenses en matière de santé figurent parmi les raisons évoquées pour les emprunts. 11% des ménages enquêtés ont indiqué recourir à des prêts entre particuliers pour des motifs de santé dont les modalités de remboursement sont contraignantes, notamment lors de la saison des récoltes. En effet, emprunter de l'argent pendant cette saison (avril à août) coûte très cher puisqu'un emprunt de 25 000 Ariary, soit 7,81 Euros, devra être remboursé par un sac de riz qui s'élève à 50 000 Ariary, soit 15,63 Euros, le taux d'intérêt assorti au prêt est donc de 100%.



Le Centre de Santé de Base de niveau II du chef-lieu de la Commune d'Ankazomborona est indépendant de Fuelstock

1.1.3. Monde associatif : soutien aux handicapés et aux femmes

Dans le monde associatif, la société Fuelstock est intervenue auprès de l'association des handicapés du village d'Amboromalandy kely en octroyant un don de six (6) machines à coudre. La société soutient également l'association des femmes de Miadanasoà à travers le financement de festivités ponctuelles telles que la Journée mondiale de la femme du 08 mars.

I.1.4. Sécurité améliorée des villages

L'existence de la société a permis de créer des emplois aux villageois, ce qui a contribué à réduire le vol. Par ailleurs, pour ce qui est du village de Miadanasoa, les sites de la société étant surveillés, les zones de culture des paysans voisins s'en trouvent aussi protégées par le gardien de la société Fuelstock.

L'implantation de la société dans ces villages a permis de réduire l'insécurité dans les zones concernées et ses alentours, considérées auparavant comme « zones rouges », c'est à dire victimes de malfaiteurs ou « dahalo ».

I.1.5. Aménagement sauvage du village de Manjarisoa

Avant l'arrivée de Fuelstock, le village de Manjarisoa n'était constitué que de vastes champs de pâturage. Lors de l'installation de la société, aucun plan d'aménagement n'a été envisagé, ce qui a conduit à une organisation sauvage des lieux d'habitation. Deux principales zones d'habitation constituent le village : celle des cadres et ouvriers permanents (une dizaine de toits) et celle des ouvriers journaliers (environ 80 toits).

Bien que les premiers disposent d'un cadre de vie décent, on relève la précarité des infrastructures dans la zone d'habitation des ouvriers journaliers : habitations en mauvais état, douches et latrines inexistantes.

De plus, il existe un point d'eau (forage) qui a été construit par la société Fuelstock mais il se trouve à 30 minutes de marche à pied aller-retour de la zone d'habitation des ouvriers journaliers.

I.2. Impacts au niveau de l'emploi : précarité des conditions de travail

I.2.1. Création d'emplois : 80 à 200 saisonniers engagés selon les besoins

Comme c'est le cas de tous les paysans à Madagascar, l'agriculture et l'élevage demeurent les sources principales de revenu pour les ménages de Miadanasoa et Manjarisoa. Ainsi, les emplois fournis par la société Fuelstock ne sont que des compléments de revenus pour eux.

L'un des objectifs socio-économiques de la société Fuelstock réside en l'amélioration des conditions de vie des paysans par le biais de la création d'emplois. D'après l'enquête sur terrain, la société fournit environ 80 à 200 emplois saisonniers pour la localité. Le nombre d'employés retenus pour les travaux varie en fonction des besoins en main-d'œuvre et du cycle cultural (traitement, récolte, etc.).

Outre les emplois directs, la société a également promis de renforcer la coopération locale dans le but d'élargir ses activités socio-économiques. Il s'agit de la création d'emplois indirects qui permettra aux villageois d'acquérir un revenu supplémentaire. Cette coopération passe notamment par la collecte de fumier ou de grains de jatropha.

I.2.2. Recrutement : aucun critère, aucun contrat

Dans le cadre de ses engagements pour la promotion de l'emploi, la société Fuelstock s'efforce de faciliter l'embauche des paysans au sein de la société. Pour cela, elle ne pose aucun critère spécifique de recrutement. La société est ouverte à toutes les personnes de plus de 18 ans disposant d'une carte d'identité nationale, quelle que soit leur origine. Comme il n'existe pas de contrats écrits liant la société aux ouvriers, ces derniers sont libres de quitter et de réintégrer la société selon leur disponibilité. Cependant, cette situation dépend des besoins en main-d'œuvre de la société car lorsque l'offre de travail est trop importante, les ouvriers se retrouvent en concurrence et la société ne pourra pas tous les recruter.

Pour l'ensemble des deux sites, les personnes enquêtées travaillent, ou ont travaillé, au sein de la société Fuelstock. La répartition par sexe des personnes enquêtées se présente comme suit :

Sexe	MANJARISOA	MIADANASOA	Total général
Féminin	31,48%	43,28%	38,02%
Masculin	68,52%	56,72%	61,98%
Total général	100,00%	100,00%	100,00%

Tableau 9: Répartition par sexe des personnes enquêtées

Parmi ces personnes enquêtées, 38,02% sont des femmes et 61,98% des hommes. Cette proportion confirme la pénibilité des tâches qui nécessitent, pour la plupart, l'usage de la force physique.

La société ne prend pas en considération la question du genre dans son recrutement. Bien qu'elle n'impose aucun critère spécifique de recrutement, outre l'âge de la majorité, les activités proposées et les objectifs journaliers fixés rendent pourtant les postes plus accessibles aux hommes qu'aux femmes. S'agissant du site de Manjarisoa, outre le fait que la plupart des ménages enquêtés ne soit composée que du chef de famille, l'écart important observé pour ce site confirme cette analyse.

Pour ce qui est de Miadanasa, étant donné que les ouvriers résident dans le village même, la proximité de l'exploitation est un facteur de motivation pour aller travailler au sein de la société. Les horaires de travail étant de 06h à 14h, après la réalisation de leurs tâches journalières au sein de Fuelstock, les ouvriers peuvent également se consacrer à une activité agricole. Ces activités se complétant pour les ménages, cela leur a permis d'améliorer ainsi leurs conditions de vie.

Comme le tableau ci-dessus l'indique, 43,28% des personnes enquêtées à Miadanasa sont constituées de femmes contre 56,72% d'hommes. Parmi les femmes enquêtées, 62,07% ont déjà travaillé au sein de la société Fuelstock.

I.2.3. Contraste entre les revenus perçus et les avantages

Statut	Nombre	Salaire/jour		Rapport	Autres avantages
		Ariary	Euro		
Cadres permanents	3	30 000	9,38	100%	Aide alimentaire 50 000 Ar/mois
Ouvriers permanents	8-10	6 000	1,88	20%	Aide alimentaire 50 000 Ar/mois
Area Managers	15	6 000	1,88	20%	
Ouvriers journaliers	80-200	4 000	1,25	13%	

Tableau 10: Le récapitulatif des revenus des employés de Fuelstock

Les salaires des ouvriers journaliers ou permanents et des Area Managers représentent respectivement 13% et 20% du salaire des cadres permanents.

Seuls les cadres permanents disposent d'un contrat de travail écrit et d'une rémunération fixe mensuelle. Ainsi, ils reçoivent la totalité de leur salaire chaque mois tandis que les autres ouvriers perçoivent leur rémunération en fonction du volume de travail réalisé et du nombre de jours travaillés. En sus de leurs salaires, les cadres et ouvriers permanents bénéficient d'une aide alimentaire mensuelle à hauteur de 50 000 Ariary, soit 15,63 Euros.

I.2.4. Revenus indécents : la moitié du salaire minimum agricole pour les saisonniers

Bien que la société Fuelstock ait parmi ses objectifs l'amélioration du cadre de vie des paysans, la réalité demeure toute autre. Pour rappel, le principe du travail décent défini par l'organisation internationale du travail (OIT) repose sur quatre piliers bien définis :

- la protection sociale : sécurité sociale et sécurité du revenu.
- les droits fondamentaux des travailleurs (liberté syndicale, non-discrimination au travail, absence de travail forcé et de travail des enfants).
- le dialogue social (droit de faire valoir leur point de vue, de défendre leurs intérêts et de négocier avec les employeurs sur les questions relatives au travail).
- la possibilité d'accéder à un emploi, une rémunération (en espèces ou en nature) appropriée, la sécurité au travail et des conditions de travail salubres.

A propos de la "rémunération appropriée" ou salaire/revenu décent, dans les pays en développement, les données sur la pauvreté constituent un bon indicateur de la rémunération du travail⁵. De nombreux pays ont déterminé leur propre seuil de pauvreté et l'Institut national de la statistique de Madagascar a publié en février 2014 un rapport révélant que 71% de la population malgache vit sous le seuil national de pauvreté⁶ fixé à 537 603 Ariary, soit 168 Euros, par an.

5.- "Travail décent, concept et indicateurs", *Revue internationale du travail*, vol. 142 (2003), n°2)

6.- rapport INSTAT/ENSOMD 2012-2013 publié en février 2014

Sachant que les ouvriers travaillent sur leurs champs en période de plantation et de récolte, leurs temps d'activités sur le site de Fuelstock ne représentent en moyenne que 5 mois dans l'année. Se basant sur un revenu journalier de 4 000 Ariary, soit 1,25 Euros, pour les meilleurs jours (cf. objectifs journaliers et volumes de travail impossibles à réaliser), leur travail au sein de Fuelstock leur rapporte donc dans le meilleur des cas 400 000 Ariary, soit 125 Euros, par an, ce qui est en dessous du seuil national de pauvreté de 537 603 Ariary, soit 168 Euros par an.

La Banque mondiale utilise également le seuil de pauvreté comme indicateur pour qualifier la rémunération du travail. Sachant que ce seuil est de 2 USD par jour, les ouvriers de Fuelstock qui perçoivent 4 000 Ariary (au meilleur des cas), soit environ 1,43 USD⁷, sont donc des travailleurs pauvres, c'est à dire des travailleurs qui n'ont pas accès à une rémunération appropriée.

Ainsi, quel que soit l'indicateur, national ou international, la rémunération perçue par les ouvriers de la société Fuelstock ne constitue pas un revenu décent leur permettant d'assurer leurs besoins au quotidien.

Par ailleurs, selon le décret n°2014-809 du 22 mai 2015, le salaire minimum agricole d'embauche (SME)⁸ à Madagascar est fixé à 134 920 Ariary, soit 42,16 Euros.

En l'espèce, pour prendre l'exemple d'une tâche de sarclage, selon les objectifs de Fuelstock, un ouvrier doit accomplir 150 pieds de jatropha par jour pour prétendre à une rémunération de 4 000 Ariary, soit 1,25 Euros. Cette somme n'est donc pas perçue en fonction du nombre d'heures de travail effectuées mais en fonction du volume. Autrement dit, les ouvriers qui n'ont pas pu finir les 150 pieds dans la journée ne pourront prétendre aux 4 000 Ariary, soit 1,25 Euros, mais seront payés au prorata du nombre de pieds réalisés. Si 150 pieds de jatropha valent 4 000 Ariary, soit 1,25 Euros, un pied de jatropha vaudrait donc 26,67 Ariary, soit 0,008 Euros. Or, en moyenne, un ouvrier ne peut accomplir que 90 pieds de jatropha par jour, ce qui équivaut à une rémunération journalière de 2 400 Ariary, soit 0,75 Euros, et une rémunération mensuelle⁹ de 48 000 Ariary, soit 15 Euros. Et cette somme est loin de représenter le salaire minimum agricole d'embauche qui est de 134 920 Ariary par mois, soit 42,16 Euros.

En raison du retard de paiement systématique des salaires, les ouvriers journaliers se retrouvent également sans liquidités pour faire face à leurs besoins alimentaires quotidiens, ce qui les oblige à s'endetter auprès de l'épicerie de la société qui impose des prix très élevés par rapport aux prix pratiqués sur les marchés hebdomadaires. Au moment du paiement effectif des salaires, qui accusent des retards allant de 15 jours à 1 mois, les dettes liées à l'alimentation (achetée auprès de l'épicerie de la société) doivent être immédiatement remboursées. Les ouvriers se retrouvent alors chaque mois avec un revenu disponible quasiment nul, en d'autres termes, un salaire de misère.

1.2.5. Volume de travail humainement impossible à réaliser

Selon les remarques relevées lors des focus group, le volume de travail exigé est trop important pour pouvoir être effectué dans la durée fixée par la société (8 heures par jour). À titre d'exemple, pour effectuer

7.- 1 USD = 2 800 Ariary (cours juillet 2015)

8.- <http://www.cnaps.mg/FR/fichiers/2014-305.pdf> OU <http://www.cnaps.mg/FR/fichiers/265-DF-2015.pdf>

9.- Seuls 5 jours sont travaillés dans la semaine, soit 20 jours dans le mois

manuellement une tâche de sarclage, un homme dans de bonnes conditions physiques ne peut réaliser l'objectif fixé par Fuelstock qui est de 150 plants par jour. Il doit effectuer 2 à 3 heures supplémentaires (non rémunérées) pour pouvoir atteindre l'objectif des 150 plants. Il en est de même pour le traitement par insecticide, le volume de travail exigé étant tout aussi écrasant.

Lors du passage de l'équipe technique chargée de l'étude d'impact socio-économique sur le site, l'objectif pour le sarclage a été réduit à 120 pieds de jatropha par jour. Pour ceux qui n'ont pu atteindre l'objectif fixé par la société, la rémunération s'effectue au prorata des réalisations. Le salaire journalier moyen d'un ouvrier, effectuant 8 heures de travail par jour, n'est donc pas de 4 000 Ariary, soit 1,25 Euros, comme la théorie le laisse supposer, mais se situe en pratique dans une fourchette entre 2 000 et 4 000 Ariary, soit entre 0,75 et 1,25 Euros.

En ce qui concerne les tâches de récolte, elles ont lieu tous les samedis et la rémunération varie en fonction de la quantité récoltée. Pour un fruit de jatropha de couleur jaune, la récolte coûte 100 Ariary le kilo, soit 0,03 Euros, et elle passe à 200 Ariary, soit 0,06 Euros, pour un fruit de couleur noire.

I.2.6. Paiement des salaires des journaliers : tous les 15 jours avec 15 à 30 jours de retard

En principe, le mode de paiement est journalier et les ouvriers s'attendent à être payés comme tel. Mais, selon les cadres sur le site, celui-ci s'effectue périodiquement. La première période correspond au 1^{er} jour du mois jusqu'au 15^e jour. La deuxième période correspond au 16^e jour du mois jusqu'à la fin du mois.

Les retards pris dans le paiement des salaires des ouvriers sont sources de nombreuses plaintes. Pour des raisons relevant du siège de la société, et qui sont indépendantes de l'équipe technique encadrant les sites, il se trouve que le paiement des salaires des ouvriers accuse un retard de 15 à 30 jours alors qu'en temps normal, les rémunérations doivent être perçues dans les 5 jours suivant deux semaines de travaux effectués. Ce décalage dans le paiement favorise l'endettement des ouvriers auprès de l'épicerie de la société dont les prix sont jugés trop élevés. De ce fait, les revenus perçus sont presque totalement alloués à l'alimentation quotidienne. Seule une infime proportion des salaires (10%) est reversée à la famille.

I.2.7. Evolution de la qualité de vie des ménages : pas de changement réel

Le projet n'apporte pas réellement de changement à la qualité de vie des ménages si l'on considère les témoignages relevés auprès des villageois.

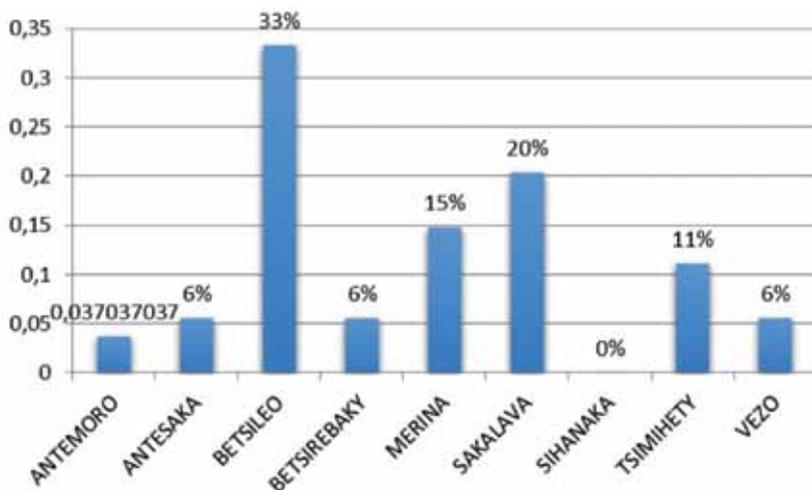
Miadanasoa : l'agriculture reste l'activité principale de survie

Le village de Miadanasoa compte environ 80 ménages selon le Chef de fokontany. L'installation de la société Fuelstock a contribué à la création d'emplois pour les ménages même si la rémunération perçue ne constitue que des revenus complémentaires. Les paysans ont la possibilité de s'occuper de leurs terres (l'après-midi) après avoir travaillé chez Fuelstock. Cela signifie que l'agriculture reste une activité principale même s'ils travaillent au sein de Fuelstock. Outre les ressources tirées de la commercialisation de produits rizicoles, les revenus perçus des activités journalières chez Fuelstock servent à assurer les dépenses courantes des ménages.

En 2012, lors de l'extension des plantations à Manjarisoa, qui est devenu le principal site d'exploitation de la société, l'offre d'emplois à Miadanasoa a été réduite de plus de 26% (au profit de nouveaux emplois à Manjarisoa) et la population locale s'est sentie lésée par cette situation. Beaucoup de ménages ont vu leur niveau de vie chuter à partir de 2012. La plupart d'entre eux refusent pourtant de déménager à Manjarisoa en délaissant leur foyer et leur champ.

Manjarisoa : précarité des conditions de vie

Le village de Manjarisoa est composé de 90 ménages de différentes origines ethniques.



Graph 3: Répartition ethnique de la population de Manjarisoa

Comme indiqué dans ce graphique, la population composant le village de Manjarisoa est très diversifiée. Un tiers des ménages est Betsileo, ethnie originaire du sud des Hautes Terres, et 20% de la population est Sakalava, ethnie originaire de la région Boeny où est implantée Fuelstock Madagascar.

L'enquête auprès des ménages a révélé que la cohabitation entre toutes ces populations se passe de manière harmonieuse et le village ne souffre pas de concurrence ethnique. La rivalité parfois évoquée, bien que rarement, est d'ordre religieux. En effet, plus de la moitié de la population de Manjarisoa est catholique, le reste se répartissant entre protestants, musulmans et athées.

Quant à la qualité de vie des ménages résidant à Manjarisoa, elle peut être qualifiée de médiocre. En effet, parmi les difficultés évoquées par les villageois et constatées durant l'enquête, on peut noter le mauvais état des habitations ainsi que l'absence de latrines et de douches dans les cases. À cela s'ajoutent les salaires de misère perçus par les ouvriers, l'absence de médecin et d'école.

I.3. Les impacts économiques

I.3.1. Dimension locale de l'emploi

L'enquête auprès des ménages a pu fournir le tableau montrant les sources de revenus des ménages résidant à Miadanasoa.

Source de revenus	Pourcentage
Agriculture	64,73%
Artisans	1,34%
Commerce	1,79%
Elevage	11,61%
Enseignement	0,89%
Fuelstock	7,59%
Gardien	1,34%
Salaire Journalier	8,04%
Pêche	2,68%
Total général	100,00%

Tableau 11: Répartition des sources de revenu des ménages du village de Miadanasoa

- Agriculture :

L'agriculture constitue la source de revenus principale des ménages car 64,73% d'entre eux exercent principalement des activités agricoles. La riziculture tient la place la plus importante après le manioc et le maïs, la zone n'étant pas tout à fait adaptée à d'autres cultures vivrières et cela s'illustre notamment par le prix très élevé des légumes dans cette région. En moyenne, 70% des productions agricoles des ménages sont commercialisées.

- Élevage et Pêche :

L'élevage est pratiqué par 11,61 % des ménages enquêtés. Il constitue un complément de revenus et parfois une épargne qui sert à financer les imprévus de l'année. L'élevage des poules et des bovins sont les plus pratiqués.

La pêche constitue également un complément de revenus des ménages, 2,68% d'entre eux l'exercent. Les produits de la pêche, constituant un accompagnement du riz, sont commercialisables.

- Salaire journalier :

Outre la pêche, les activités journalières concernent les 8,04% des ménages. Les villageois ont recours à ce type d'emplois pour pouvoir acquérir des revenus supplémentaires servant à faire face à leurs quotidiens.

- Emploi chez Fuelstock :

L'impact économique des activités de la société Fuelstock au sein de la commune d'Ankazomborona reste encore limité. Il consiste uniquement en la création d'emplois directs (80 à 200) pour les ménages travaillant dans les sites de plantation. Aucune forme de coopération locale pouvant entraîner la création d'entreprises dans la commune n'est observée. La seule collaboration entreprise est celle concernant les éleveurs pour la collecte de fumier.

L'emploi crée un revenu pour les ménages, toutefois, le salaire perçu ne correspond pas à la quantité de travail fournie par les ouvriers et c'est la raison pour laquelle les salariés demandent une augmentation du salaire journalier à 6 000 Ariary, soit 1,88 Euros, par jour.

- Cas de Miadanasoa

À Miadanasoa, seuls 7,59% des ménages enquêtés travaillent dans la société Fuelstock alors qu'ils étaient beaucoup plus nombreux auparavant (presque 100% des ménages ont travaillé au sein de Fuelstock). L'éloignement de l'actuel centre du site (Manjarisoa), la faiblesse de l'indice salarial et le traitement inhumain des salariés figurent parmi les problèmes rencontrés au village. L'emploi n'attire plus désormais les paysans.

- Cas de Manjarisoa

En ce qui concerne le village de Manjarisoa, l'enquête socio-économique effectuée a permis de préciser que l'activité à Fuelstock ne fournit pas un revenu adéquat pour les migrants. Ces derniers s'y sont installés juste pour travailler et gagner de l'argent afin de financer leurs autres activités. Malgré cela, les revenus perçus pour les deux semaines de travaux (salaire journalier censé être payé toutes les deux semaines mais payé effectivement au bout d'un mois seulement) permettent tout juste de couvrir les dépenses alimentaires. Si un ouvrier travaille de manière intensive, il reçoit au maximum 4 000 Ariary par jour. En l'espace de deux semaines, vu le prix élevé des denrées alimentaires imposé aux ouvriers à l'épicerie, seul commerce de proximité, 90% des salaires sont alloués à l'alimentation. Seuls 10% reviennent donc à leur famille. Nombre d'entre eux se plaignent du préjudice qu'ils subissent pour les raisons suivantes :

- Un salaire de misère qui n'est pas proportionnel au volume de travail proposé (4 000 Ariary, soit 1,25 Euros, par jour par ouvrier).
- Vu l'éloignement du marché quotidien et le retard de presque un mois du paiement des salaires, les ouvriers sont obligés de s'endetter auprès de l'épicerie de la société Fuelstock avec un prix presque doublé par rapport au prix du marché hebdomadaire d'Ankazomborona, Chef-lieu de la commune.
- les conditions de travail inappropriées.

I.3.2. Ristournes communales : dispense pour cause de démarrage de projet

La ristourne est un prélèvement fiscal dont doit s'acquitter toute entreprise ayant une activité de production. Elle est destinée à compenser la mise en valeur d'une ressource locale ou les effets négatifs entraînés par cette mise en valeur¹⁰. C'est une somme d'argent versée à une commune quelconque par une personne physique ou morale en contrepartie de la distribution d'un produit.

10.- ISIKA Conseil et FTHM Conseils, juillet 2006, « Relance de la fiscalité locale : état des lieux et orientations », p. 10

En ce qui concerne les ristournes de la commune d'Ankazomborona, la société étant encore en phase de démarrage dans la production de grains et d'huile de jatropha, elle est donc actuellement dispensée de cet impôt.

À titre d'information, parmi les clients potentiels de Fuelstock, on peut citer le complexe hôtelier Antsanitia à Mahajanga. En septembre 2014, après un essai de 200 litres d'huile de jatropha utilisée pour l'alimentation de son groupe électrogène, l'entreprise a passé une première commande de 2 tonnes dont la livraison est prévue pour mars 2015. Par ailleurs, la société est actuellement en cours de négociation avec d'autres entreprises pour la fourniture de son biocarburant.

1.3.3. Redevance : une entreprise réglemantaire

Outre l'impôt foncier, le paiement de la redevance annuelle est une autre obligation fiscale de la société Fuelstock. Ce type d'impôt est directement versé à la caisse de l'État auprès du receveur des Domaines de Mahajanga. C'est un revenu perçu annuellement en contrepartie de l'exploitation des terres.

Selon le contrat de bail, le terrain attribué par l'État à la société Fuelstock s'étend sur une superficie de 1 663 Ha 67 ares 48 ca portant un numéro TN°5265 dénommé « FUELSTOCK ». La durée du contrat est de 30 ans. Chaque année, l'État malgache devrait ainsi percevoir une redevance annuelle de 33 273 496 Ariary, soit 10 397,97 Euros. La première annuité a été versée en mars 2013.

En comparant les redevances du projet minier QMM Fort Dauphin (exploitation minière) avec Fuelstock Madagascar (exploitation agricole), on s'aperçoit que la valeur a doublé car la redevance annuelle payée par l'entreprise QMM est de 4,92 Ariary par mètre carré, soit deux fois et demi supérieure par rapport à celle qui est payée par la société Fuelstock.

Notons que la révision à la hausse du prix du mètre carré de redevance sera opérée tous les cinq ans suivant l'indice de prix à la consommation publiée dans le Journal officiel de la République (Article 03 du bail emphytéotique).

1.3.4. Elevage de bovins menacés : réduction des espaces de pâturage

Pour les paysans, l'élevage de bovins joue un rôle important dans l'amélioration de leur condition de vie. Le bœuf présente trois fonctions économiques :

- C'est un facteur de travail pour l'agriculture : outil de travail mais aussi source de revenus lors de la période de plantation (location journalière, réalisation des travaux champêtres)
- C'est une épargne pour la famille : ce sont généralement des bœufs sauvages, dont le mode d'élevage nécessite une grande superficie de pâturage
- C'est un produit commercial : vente lors d'événements marquants (fête familiale, etc.) ou en cas de besoin de liquidités. Ce sont des cheptels de bovins bien entretenus à destination commerciale.

C'est la tribu des SAKALAVA, de la région Boeny, qui est la plus concernée par l'élevage de bovins. Il s'agit de propriétaires résidant dans les fokontany de Betara Mahamay, Ambondromamy, Ankazomahitsy et Morafeno Barrage et dont les champs de pâturage se situent dans le fokontany de Besaonjo où se trouvent les sites de plantation de la société Fuelstock. Une famille dispose généralement entre 100 à 500 têtes de cheptel de bovins.



Un bovidé nécessite 5Ha de pâturage par an, d'où l'utilité d'une grande superficie pour l'ensemble du troupeau.

Depuis l'arrivée de la société Fuelstock, l'élevage de bovins est menacé par la réduction des espaces de pâturage. Ces derniers constituent un enjeu important pour le développement de ce secteur et les bovins représentent également une source de revenus importante pour la région grâce à l'impôt sur les bovidés. Près de 600 Ha de pâturage sont occupés par la société Fuelstock. Selon les éleveurs, la réduction du champ de pâturage menace le cheptel de bovins existant.

II. IMPACT SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL: REDUCTION DES FEUX DE BROUSSE, ETC.

II.1. Ouvriers dépourvus de protection individuelle face aux insecticides chimiques non biodégradables

Les tâches de traitement consistent en la pulvérisation du produit directement sur les plants, ce qui permet d'éliminer les insectes pouvant détruire les plantations. L'insecticide utilisé est composé de produits toxiques à base de cyperméthrine et d'organophosphorés. Par diffusion dans l'atmosphère ou par infiltration dans le sol, ces produits toxiques éliminent également d'autres insectes pollinisateurs ou invertébrés fousisseurs ayant des capacités à fertiliser le sol d'une manière naturelle. D'autre part, malgré les risques d'intoxication, les ouvriers en charge du traitement sont dépourvus d'équipements de protection individuelle. Les équipements ne leur sont fournis qu'une seule fois et ne sont pas renouvelés après usure. Lors de l'étude sur terrain, les ouvriers travaillant dans les plantations étaient tous dépourvus d'équipements de protection.



Pour avoir de bons grains de jatropha, il faut des soins spécifiques, lesquels sont parfois nuisibles à l'environnement.

Ces produits toxiques non dégradables peuvent s'accumuler dans le sol, dans les tissus des végétaux et animaux, et pourraient contaminer durablement le sol, la nappe phréatique, les pâturages et même les bovidés qui s'alimentent dans les zones de culture. Aucune étude préalable n'est mise en œuvre pour anticiper ce problème.

II.2. Contribution au développement vert

La culture de jatropha permet de lutter contre l'érosion des sols; d'autre part, comme les sites de plantation sont surveillés, le gardiennage contribue à la réduction des feux de brousse. Chaque année, les feux de brousse sont provoqués et selon la population locale, cette pratique traditionnelle permet le renouvellement des pâturages.

Par ailleurs, la société Fuelstock procède à la valorisation des tourteaux en les transformant en engrais pour la culture du jatropha ; elle envisage de les substituer aux fertilisants par ce procédé de recyclage. Les plantations de jatropha ainsi que les activités de reboisement entreprises par la société contribuent également à la réduction des émissions de gaz carbonique, ce qui nous laisse penser que les activités de la société Fuelstock favorisent un développement vert.

II.3. Destruction de plantations pour la culture de jatropha

Les orangers et les « satrana » ou lataniers (qui sont une espèce de palmier) figurent parmi les arbres détruits lors de l'implantation de Fuelstock Madagascar. En plus d'être une source d'ombre pour les bêtes, le fruit du latanier sert de nourriture pour les zébus. Par ailleurs, la branche du latanier est la matière première utilisée pour la construction des habitations dans la région.

III. SECTEUR FONCIER : NON-RESPECT DES DROITS FONCIERS

Comme il a été énoncé plus haut, les terrains d'exploitation de la société Fuelstock se répartissent sur deux sites se situant respectivement dans les villages de Miadanasoa et de Manjarisoa, tous dans le fokontany de Besaonjo, commune rurale d'Ankazamborona.

Après avoir effectué une expérimentation dans le fokontany d'Amboromalandy kely, commune d'Ankazamborona en 2009, la société s'est implantée à Miadanasoa à partir de 2010 pour la culture et la plantation de jatropha. Et à partir de 2012, elle a étendu ses activités à Manjarisoa, qui constitue actuellement le principal site d'exploitation de la société.



Le site d'expérimentation de la plantation de jatropha de Fuelstock Madagascar se trouve à Amboromalandy Kely, le long de la Route Nationale N°4

III.1. Site d'exploitation de Miadanasoa : Droit foncier non sécurisé des paysans propriétaires

Miadanasoa était le premier site d'exploitation de Fuelstock. Actuellement, 200 Ha de terrain appartenant à quelques personnes privées sont utilisés pour la plantation de jatropha. Selon les enquêtes effectuées auprès des ménages propriétaires de terrains, la société a passé un contrat écrit avec certains d'entre eux pour la location de leur terre, et pour d'autres, aucun écrit n'a été établi. À citer en l'occurrence le cas de RAKOTONIRINA Roger, qui a loué son terrain à la société à partir de 2010. Quant à la durée et au prix du bail, il prendra fin lorsque la société cessera ses activités en contrepartie des infrastructures édifiées sur les lieux, les mises en valeur effectuées, et moyennant une contrepartie financière mensuelle de 50 000 Ariary, soit 15,63 Euros. Mais peu de temps après la conclusion du contrat et le versement des quelques mois de loyer, le montant versé par la société est descendu à 25 000 Ariary, soit 7,81 Euros. Le propriétaire

du terrain se plaint actuellement du retard de paiement du loyer depuis octobre 2014 sans explication de la part du locataire. Le contrat passé entre les deux parties a été matérialisé par un écrit, mais les enquêteurs sur terrain n'ont pas eu l'occasion de le consulter car le propriétaire déclare l'avoir égaré.

Pour un autre propriétaire, la location de son terrain d'une contenance approximative de 2 Ha s'est effectuée sous forme d'accord verbal, avec le paiement d'une somme de 300 000 Ariary, soit 93,75 euros, en guise de loyer de trois mois. Or, d'après la législation en vigueur à Madagascar, un contrat dont le montant dépasse 2 000 Ariary, soit 0,63 Euros, exige la conclusion d'un écrit.¹¹

Et une autre personne d'affirmer durant les enquêtes qu'aucun accord n'a été passé, à part le fait que la société l'ait avisé et informé qu'elle utiliserait le terrain sans aucune contrepartie.

III.2. Site de Manjarisoa : Attribution par l'Etat malagasy à titre de bail de longue durée à une société privée des terrains déjà utilisés comme terrain de pâturage par les populations locales

Afin d'attribuer des terrains aux investisseurs, l'État effectue au préalable l'immatriculation en son nom des terrains concernés, puis les loue en bail emphytéotique aux sociétés intéressées.

Le cas de la société Fuelstock a suivi cette démarche. Le terrain de Manjarisoa, d'une superficie de 1663 Ha 67Are 48 Ca, a été attribué par l'État malgache à la société Fuelstock, suite à la demande d'acquisition déposée par cette dernière en 2008, et en vertu d'un bail emphytéotique de 30 ans renouvelable pour un prix de location annuelle de 02 Ariary par mètre carré, soit 6,25 Euros par hectare par an. Ce bail a été conclu en 2013.



Exemple type de l'habitation d'un ouvrier sur le site de Manjarisoa

11.- Loi n° 66-003 du 2 juillet 1966 relative à la Théorie Générale des Obligations

tués auprès des propriétaires des bovidés, aucune consultation au préalable n'a été effectuée car l'État a considéré ces terres comme inoccupées.

Ainsi, le terrain a été octroyé par l'État malgache à la société Fuelstock par bail emphytéotique, et ce, au détriment des éleveurs de bovidés de la localité, et sans aucune considération de leurs nombreuses années d'occupation.

À signaler qu'une demande collective d'acquisition de terrain domanial d'une surface de 1 500 Ha a été formulée par un groupe de propriétaires de zébus et d'après le plan croquis en date du 26 octobre 2003, on relève une superposition entre cette demande et la surface occupée par la société Fuelstock à Manjarisoa.

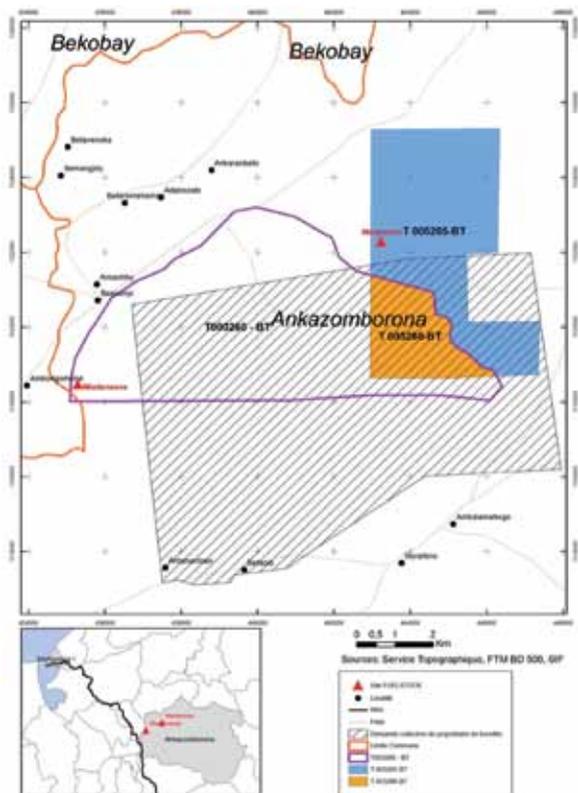


Figure 5: Superposition entre la demande collective de terrain de pâturage et le site d'exploitation de Manjarisoa

Certes, il existe un vide juridique concernant les terrains de pâturage à Madagascar, toutefois, cela ne signifie en aucun cas que ces terres appartiennent à l'État.

Selon les législations issues de la réforme foncière de 2005, la notion de « présomption de propriété privée » consiste à supposer comme une propriété privée les parcelles de terres occupées non titrées. Cette décision politique, consacrée législativement, a pour but de parfaire la sécurisation foncière massive.

Depuis la promulgation de la loi n°2005-019 du 17 octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres à Madagascar, le principe de présomption de domanialité tel qu'il a été appliqué auparavant est abrogé. Ainsi, l'État n'est plus présumé propriétaire de tous les terrains qui ne sont pas titrés ; la loi n°2008-014 du 23 juillet 2008 sur le domaine privé de l'État, des Collectivités territoriales décentralisées et des personnes morales de droit public a même déclaré dans son exposé des motifs l'annulation de ce principe de présomption de domanialité.

La création du nouveau statut de terre appelé « propriété foncière privée non titrée » sous-entend alors que les parcelles de terre occupées mais non titrées sont présumées propriété privée de ceux qui les occupent. La présomption est donc inversée au bénéfice des occupants, c'est-à-dire que même si un individu ne détient pas de titre foncier, il est présumé propriétaire de la parcelle qu'il occupe selon la définition de l'article 33 de la loi n°2005-019 citée ci-dessus : « *Ensemble des terrains, urbains comme ruraux, sur lesquels sont exercés des modes de détention du sol se traduisant par une emprise personnelle ou collective, réelle, évidente et permanente, selon les usages du moment et du lieu et selon la vocation du terrain, qui sont susceptibles d'être reconnus comme droit de propriété par un acte domanial* ».

Par ailleurs, selon la loi n° 2006-031 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée, la présence du certificat foncier est exigée pour prouver l'existence du droit sur ce statut de terre. Néanmoins, cette même loi dispose aussi que le certificat foncier est créé à partir de la reconnaissance de droit sur les occupations de longues durées, selon les us et coutumes du lieu, et selon la vocation du terrain (Art. 33 de la loi de cadrage n° 2005-019). De ce fait, le certificat foncier n'est pas un acte de création de droit, le droit préexistant avant lui, ce sont les occupations qui créent le droit de propriété foncière et qui conditionnent la délivrance de preuve de droit de propriété foncière sur le statut des terres de propriété foncière privée non titrée.

Ainsi, l'occupation foncière, même sans preuve de droit de propriété, devrait être préservée face à toutes actions dans la promotion de l'investissement.

Les réalités relevées durant l'étude démontrent malheureusement le contraire si on se réfère au cas d'octroi du terrain de Manjarisoa par l'État à la société Fuelstock. Les éleveurs de bovidés se situant dans la zone qui intéresse l'investisseur ont subi une spoliation de leurs droits sur leur terre faute de respect de ce principe de présomption de propriété privée selon la conception de la réforme foncière de 2005.

Vu que l'occupation de ces terres n'a pas été prise en compte et qu'une partie de terrain de pâturage est occupée par la société, ce projet de vaste superficie diminue davantage les surfaces destinées aux terrains de pâturage. Les zébus se déplacent ainsi sur des terres plus éloignées pouvant appartenir à d'autres personnes et détruire leur culture sans compter qu'ils deviennent de plus en plus maigres.

IV. GENRE : CONDITIONS DE TRAVAIL IDENTIQUES POUR TOUS

Les conditions de travail sont identiques pour tous les ouvriers, hommes ou femmes, et quel que soit leur âge. De même, le volume des tâches et les objectifs fixés sont également équivalents pour tous les ouvriers.

V. DES REVENUS FAIBLES ENTREtenant L'INSECURITE ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire est un grand défi qui est au centre des préoccupations de tous les investisseurs à Madagascar. La société Fuelstock affirme que leurs activités ne compromettent pas la sécurité alimentaire des ménages du fokontany de Besaonjo. Autrement dit, le projet d'exploitation de jatropha ne prouve aucune externalité négative sur la production des paysans.

V.1. Définition mondiale de la sécurité alimentaire

Pour l'organisme des Nations-Unies pour l'alimentation, ou FAO (Food Agriculture And Organisation), la sécurité alimentaire est assimilée à l'accès physique et économique de tous les êtres humains à une nourriture suffisante, saine et nutritive qui assure la satisfaction de leurs besoins énergétiques selon leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Pour cela, la question de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des aliments comptent parmi les critères évoqués auxquels nous faisons référence pour se situer à la norme internationale de la sécurité alimentaire.

Selon le personnel de Fuelstock, la société a porté une attention particulière et déployé des efforts sur la politique d'aménagement et la gestion des espaces qui risquent de favoriser l'insécurité alimentaire dans cette localité. Les zones favorables à l'agriculture ne sont pas prises en compte dans l'exploitation de la société. De même, la plantation de jatropha, qui représente un emploi pour les ménages n'entre pas en concurrence avec l'agriculture locale, bien au contraire, elles se complètent. Cette situation est confirmée par le départ de certains ouvriers lors de la saison des plantations et qui reviennent chez eux pour s'occuper de leur activité agricole pendant la période de pluie.

V.2. L'habitude et l'insécurité alimentaire

V.2.1. Habitude alimentaire des ménages

L'alimentation à Madagascar reste très peu diversifiée vu la rigidité des habitudes alimentaires. La consommation alimentaire tourne autour du riz, du manioc et du maïs. L'accompagnement varie entre les variétés de feuilles comestibles adaptées dans cette localité (brèdes) et les produits de la pêche. La viande et les produits alimentaires de qualité sont rarement consommés par les ménages.

La base alimentaire est généralement le riz qui se consomme en moyenne trois fois par jour : le matin, le midi et le soir. La consommation est réduite de 25% à 50% en termes de quantité et se limite à deux fois par jour pendant la période de soudure où le prix du riz devient très élevé, l'offre étant réduite. L'enquête auprès des ménages précise que la suffisance alimentaire (consommation du riz en quantité suffisante) dure à peu près cinq mois.

V.2.2. Insécurité alimentaire chronique

L'enquête s'est intéressée à l'avis des paysans et des ouvriers concernant la sécurité alimentaire. Il s'agit de manger à sa faim pour une quantité suffisante de riz avec accompagnement (comme les poissons et les viandes). Malgré l'envie de maintenir une consommation alimentaire suivant cette norme locale, la faiblesse du niveau de vie ne leur permet pas de satisfaire d'une manière durable leurs besoins alimentaires. Les paysans sont limités par un budget familial restreint. Ceci est influencé par la consommation journalière des ménages qui est fonction du revenu perçu.

Pour une analyse plus approfondie, il semble pertinent de prendre la référence de la SEECALINE (Surveillance et Éducation des Écoles et des Communautés en matière d'Alimentation et de Nutrition Élargie) sur les besoins énergétiques individuels. Cette organisation recommande une consommation journalière minimum de 2 133 Kcal par jour par individu pour soutenir une vie productive et saine¹². Si la consommation journalière est en-dessous de cette norme, la population est qualifiée de pauvre.

Groupe par sexe et par âge	Poids (Kg)	Energie (Kcal)
Enfants		
6-12 mois	8,5	950
1-3 ans	11,5	1350
3-5 ans	15,5	1600
5-7 ans	19,0	1820
7-10 ans	25,0	1900
Garçons		
10-12 ans	32,5	2120
12-14 ans	41,0	2250
14-16 ans	52,5	2650
16-18 ans	61,5	2770
Filles		
10-12 ans	33,5	1905
12-14 ans	42,0	1955
14-16 ans	49,5	2030
16-18 ans	52,5	2060
si enceinte		+200
Hommes actifs		
18-60 ans	63,0	2895
> 60 ans	63,0	2020
Femmes actives		
Ni enceinte, ni allaitante	55,0	2210
Enceinte	55,0	2410
Allaitante	55,0	2710
> 60 ans	55,0	1835

Tableau 12: Besoins moyens individuels en apport énergétique par âge et par sexe

Comme présenté dans ce tableau, les besoins énergétiques de l'homme varient en fonction du sexe et de l'âge. Un enfant entre 6 et 12 ans a besoin de 950 à 1 900 kcals par jour pour sa croissance. Le besoin

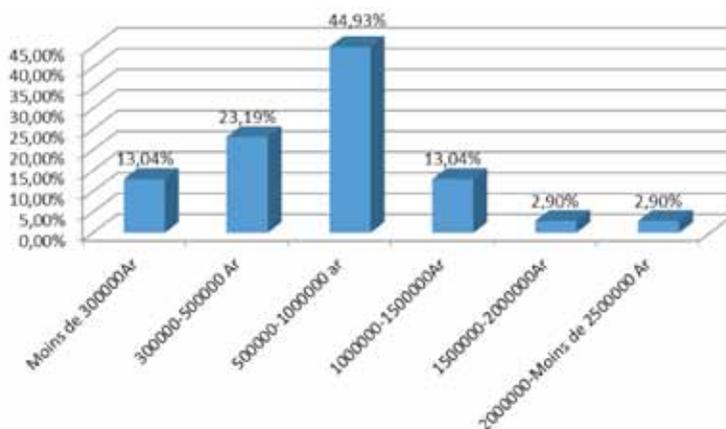
12.- SEECALINE, 1997

d'un homme actif entre 18 et 60 ans est de 2 895 kcals par jour. En-dessous de cette référence, les hommes risquent de s'exposer au problème de sous-alimentation et de malnutrition.

Pour le cas de la population du fokontany de Besaonjo, la réalité est très différente. La consommation individuelle moyenne de riz est de 0,5 kg par jour en période de soudure et de 0,75 kg par jour en période de récolte et d'abondance. Notons que 100 grammes de riz cuit produit 110 Kcal¹³. Pour 500 grammes de riz consommé, la valeur nutritionnelle apportée est de 1 750 kcals (2 625 kcals en période de récolte). En ce sens, la valeur énergétique recommandée n'est donc pas satisfaite. Cette réalité est confirmée par la population elle-même. En conséquence, on peut donc affirmer que l'arrivée de Fuelstock dans les villages de Miadanasoa et Manjarisoa n'a pas eu d'impact sur les habitudes alimentaires des paysans ni sur les productions annuelles. Les ouvriers enquêtés n'ont relevé d'amélioration ni dans leur alimentation ni dans leur condition de vie (que ce soit en quantité ou en qualité) depuis qu'ils travaillent au sein de la société. C'est pourquoi, certains ménages sont obligés de s'endetter auprès d'un particulier pour continuer à manger.

Compte tenu de l'insuffisance alimentaire présente dans la localité, la population du fokontany de Besaonjo peut ainsi être qualifiée de pauvre ; or, en-dessous d'un critère minimum en besoins énergétiques, les paysans sont de plus en plus menacés par des maladies causées par la malnutrition.

V.2.3. Faible niveau de revenus des ménages de Miadanasoa



Graph 4: Pourcentage de la population par catégorie de revenus

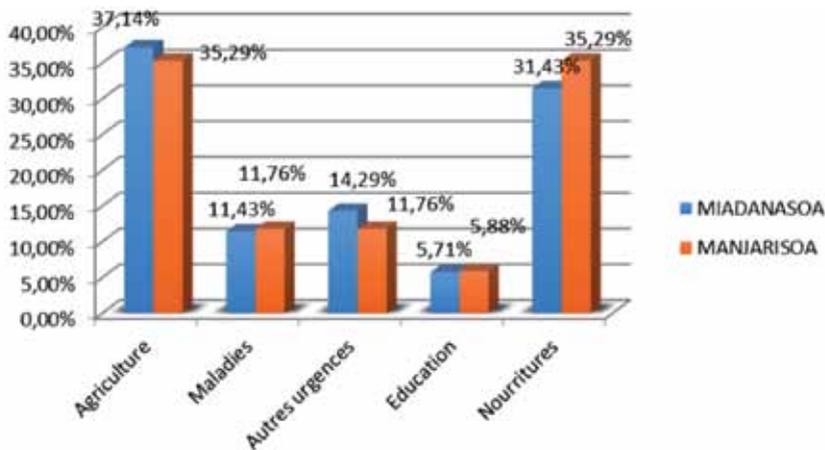
Il est clair que l'insécurité alimentaire est liée à la faiblesse du niveau de revenus. Pour les ménages de Miadanasoa, le graphique ci-dessus indique le niveau de revenus par catégorie.

13. - <http://sante.journaldesfemmes.com/calories/riz-blanc-cuit/aliment-9104>, <http://www.les-calories.com/calorie-17-riz-blanc-cru.html>

On observe que la grande majorité de la population enregistre des revenus entre 100 000 et 500 000 Ariary, soit entre 31,25 et 156,25 Euros. Par ailleurs, 81,13% des ménages perçoivent un revenu de moins de 1 000 000 Ariary, soit 312,50 Euros, par an. Leurs revenus proviennent notamment de l'exploitation agricole, de l'élevage, des journées de travail salarié effectuées, etc. La moyenne pondérée du niveau moyen de revenus des ménages est donc de 728 260 Ariary, soit 227,58 Euros, par an. Autrement dit, si 1 USD vaut 2 200 Ariary, un ménage touche 0,90 USD par jour, ce qui conduit à affirmer que les ménages vivent dans la pauvreté au sens des indicateurs posés par la Banque Mondiale (seuil de pauvreté de 2 USD par jour). En l'espèce, on peut affirmer que la population est donc extrêmement pauvre (revenu à moins de 1,25 USD par jour).

V.2.4. Motifs d'emprunt

Pour faire face à l'insuffisance alimentaire, certains ménages vont recourir à l'emprunt auprès d'un particulier. Le graphique ci-dessous illustre les principales raisons qui poussent les ménages à effectuer un emprunt.



Graphe 5: Motifs d'emprunt des ménages

Ce graphique montre que l'emprunt effectué par les ménages s'explique en grande partie par le besoin de liquidité pour l'achat des semences, des engrais et le paiement des journées pour l'agriculture d'une part, et pour l'achat de nourriture d'autre part. Ces deux motifs représentent presque 70% des emprunts effectués, ce qui démontre d'une autre manière la pratique d'une culture de subsistance des ménages.

L'achat des médicaments et les frais de consultation pour les maladies (11,6%), les autres urgences comme les événements imprévus (fête, décès : entre 11,76% et 14,29%) et le paiement de frais de scolarité (autour de 5%) figurent parmi les problèmes rencontrés lorsque les ménages manquent de liquidité.

PARTIE III : RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS DE LA SIF

I. SUR LE PLAN SOCIAL : S'IMPLIQUER DAVANTAGE ET RESPECTER LES ENGAGEMENTS

En mars 2013, Fuelstock Madagascar a présenté ses réalisations sociales et a pris de nouveaux engagements dans le cadre de son programme social.

I.1. Education : A chacun son rôle

Si Fuelstock Madagascar a effectivement comme ambition de contribuer au développement de la population locale, la plus importante des contributions sociales est le paiement régulier des impôts fonciers à la Commune ainsi que de la redevance à l'État central. Il appartient à l'État et aux collectivités territoriales de procéder à la redistribution de l'impôt collecté en assurant notamment ses missions en matière d'éducation. Il est également important de rappeler que la réalisation d'infrastructures publiques, comme les écoles publiques, fait partie des fonctions régaliennes de l'État. En ce sens, l'Administration doit rester vigilante sur les prérogatives qui lui sont propres et ne pas se soulager de ses responsabilités quand une entreprise privée, même avec toutes les meilleures intentions du monde, se substitue à elle, le risque étant que la société privée influence les orientations de l'État. Cela est d'autant plus important dans le domaine de l'éducation car ces enfants, avec la formation qu'ils auront eue, seront demain les acteurs de développement de leur village.

I.2. Santé : Accès gratuit aux soins

L'importance de l'existence du centre de soin et du retour d'un médecin, au moins sur le site de Manjarisoa, semble indispensable non seulement d'un point de vue sanitaire mais cela contribuerait également à la réduction de l'endettement des ménages. Comme cela se faisait auparavant, cela implique également la gratuité des soins et des médicaments délivrés aux ouvriers et aux villageois. De plus, un personnel en bonne santé constitue un atout considérable au bon fonctionnement de l'entreprise.

I.3. Aménagement : suivre le cahier de charges

Il apparaît urgent d'une part que la société mette en place un plan d'aménagement des zones d'habitation se trouvant dans son site avec toutes les infrastructures nécessaires (canalisations, etc.). D'autre part, pour que les ouvriers et leurs familles puissent accéder plus facilement à l'eau potable, un point d'eau devrait être construit au milieu de leur zone d'habitation. Au passage, parmi les engagements pris par Fuelstock Madagascar en 2013 dans le cadre de son programme social, figure la construction de trois (3) puits villageois. Lors de l'enquête, seuls deux (2) points d'eau ont été aménagés: un puits situé dans le village de Miadanasoa, dont une contribution annuelle de 500 Ariary, soit 0,16 Euros, est demandée aux ménages pour son entretien, et un forage dans le village de Manjarisoa.

I.4. Salaires et avantages : respecter les engagements et veiller à l'équité

Outre l'augmentation des salaires journaliers réclamée par l'ensemble des ouvriers et qui apparaît justifiée compte tenu de leurs conditions de travail, il semble également important, dans un souci d'équité, de généraliser l'attribution de l'aide alimentaire de 50 000 Ariary, soit 15,63 Euros, par mois à l'ensemble du personnel des deux sites. Ce qui paraît paradoxal, c'est que cette aide alimentaire est attribuée aux membres du personnel les mieux rémunérés et non aux ouvriers vulnérables. Si la société Fuelstock porte réellement un intérêt, comme elle l'affirme, à l'amélioration des conditions de vie de la population locale, l'urgence réside dans la sécurisation de leur alimentation. En effet, les ouvriers, surtout ceux de Manjarisoa, doivent recourir à l'emprunt ou s'endetter auprès de l'épicerie de la société pour pouvoir bénéficier de leur ration quotidienne de riz. Cette aide alimentaire les protégerait de ce type d'endettement et leur garantirait un minimum alimentaire pour éviter une sous-alimentation.

Par ailleurs, la société Fuelstock se doit d'être rigoureuse dans le paiement des salaires des ouvriers et remédier aux retards de 15 jours à 1 mois devenus quasi-systématiques. Si l'engagement initial de la société est le paiement par quinzaine, elle se doit de respecter son engagement compte tenu de la pauvreté des villageois.

La mise en place d'un contrat écrit protégerait également les ouvriers car il contraindrait la société à respecter ses engagements non seulement au niveau du salaire et de ses modalités de paiement mais également en matière d'horaires et de conditions de travail.

II. SUR LE PLAN ECONOMIQUE : ASSURER DES CHANGEMENTS PALPABLES AU NIVEAU LOCAL

II.1. L'emploi

L'investissement à grande échelle prend en compte :

- Le renforcement de la collaboration mutuelle entre les citoyens et la société. Cela signifie une implication de la population dans les activités d'exploitation (pépinière, production de fumier, fournisseur des produits agricoles, etc.)
- La promotion de la création d'entreprises locales ou d'entreprises individuelles tout en considérant une rentrée fiscale en retour
- La répartition des revenus tout en considérant la question du genre et celle des couches vulnérables de la population.

Il apparaît également important de revoir le sens qui est donné au travail. Pour cela, il faut considérer que ce n'est pas le travail qui est important pour les ouvriers mais la contribution de cet emploi à l'amélioration de leur condition de vie car jusque-là, aucun ouvrier n'est convaincu que l'arrivée de la société Fuelstock apporte un changement significatif du point de vue des revenus et du bien-être des ménages.

II.2. Imposition foncière

Vu que le terrain est immatriculé au nom de l'État, il n'appartient plus à Fuelstock de payer les impôts. L'impôt foncier est un impôt direct dont le propriétaire est l'assujéti, donc ici l'État. La réalisation des activités de développement de la communauté doit revenir à l'État, par l'intermédiaire de la commune, pour éviter l'influence et la dépendance envers le privé.

III. SUR LE PLAN FONCIER : CONCILIER LES INVESTISSEMENTS AVEC LE RESPECT DES DROITS HUMAINS

La SIF, dans la mission de protection des droits fonciers de la population face à la promotion des investissements, n'a cessé d'effectuer des actions pour démontrer l'assise de la présomption de propriété privée qui était conçue particulièrement au bénéfice des petits paysans.

Afin d'assurer l'harmonisation entre le respect des droits humains, le développement durable dans le cadre des investissements privés et la paix sociale à Madagascar, et pour que l'investissement ne contribue pas à l'insécurité alimentaire ni à la dégradation de l'environnement, et afin de s'assurer de la disponibilité des terrains nécessaires aux investisseurs dans le respect des droits fonciers écrits et/ou non écrits des communautés concernées, il est de l'obligation de l'État, et des Collectivités territoriales de procéder à l'établissement préalable d'une réglementation et d'un schéma d'aménagement qui soient en cohérence avec les priorités politiques nationales sectorielles de développement économique et social. Le schéma d'aménagement (SNAT, SRAT, SAC) ainsi confectionné permettra de déterminer les zones dédiées aux investissements, et les zones réservées aux communautés locales pour leurs activités de subsistance et pour préserver les ressources naturelles en vue de leur utilisation par les générations futures.

Une consultation publique auprès de la communauté concernée (de ceux dont les droits fonciers, y compris les droits subsidiaires, sont susceptibles d'être touchés) devrait se faire au préalable avant tout processus de négociation et d'octroi de terrain aux investisseurs, ainsi qu'une information au préalable de la population concernée par les futures exploitations des investisseurs. Il ne faut pas négliger le fait d'impliquer ces communautés concernées et la société civile à tous les stades du processus de négociation avec les investisseurs.

Afin d'assurer la garantie du droit de propriété foncière, l'État malgache devrait faire en sorte que l'investissement ne compromette pas les droits fonciers des communautés locales existantes. Pour cela, il est incontournable pour les communes sujettes aux projets d'investissement de se doter d'une base de données foncière telle le PLOF (Plan Local d'Occupation Foncière) ou un état parcellaire de ladite commune. Ainsi, pour identifier les propriétaires, occupants traditionnels et usagers, il faudrait procéder au recensement des occupations foncières y compris ceux qui relèvent des régimes fonciers coutumiers, aboutissant à une certification massive. Le processus du recensement doit être mené d'une manière contradictoire et accepté par tous car le recensement d'occupation constitue la base de la conclusion du contrat de bail ainsi que le contrat de bon voisinage avec la communauté.

Quant à la conclusion d'un contrat de bail direct entre l'exploitant et les propriétaires des droits fonciers des parcelles, elle devrait se faire avant tout commencement de travaux afin d'instaurer la relation de bon voisinage et assurer la sécurité tant du côté de l'investisseur que de la communauté. De ce fait, l'accès aux terres devrait être interdit sans l'autorisation des détenteurs des droits fonciers et la conclusion du contrat de bon voisinage avec la communauté ainsi qu'au versement d'un dédommagement à ceux-ci, qui s'appuierait sur des principes et valeurs suivants : la légalité, la justice, l'équité et la pérennité. À cet effet, les parties contractantes devraient communiquer des informations détaillées de sorte que toutes les personnes concernées soient associées aux négociations en connaissance de cause, et veiller à ce que les accords soient étayés par des documents et compris par chacune des parties concernées.

Pour ce qui est du droit à l'indemnisation, la non-spécification des différents types de dommages subis par les communautés locales et la quasi-absence de procédures d'indemnisation, en les laissant dans le vide juridique favorisent les abus, car les dommages diffèrent selon qu'il s'agit de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou privée.

Pour garantir le droit foncier des occupants, au cas où l'État recourt à l'expropriation pour cause d'utilité publique, cette dernière devrait être faite dans le respect de la législation nationale et ne devrait être utilisée par l'État que lorsque l'acquisition des terres est nécessaire à des fins d'utilité publique, et non d'utilité privée. Le concept d'utilité publique devrait être clairement défini afin d'éviter toute confusion ou abus. Et de surplus, les zones ayant une importance culturelle, religieuse ou environnementale particulière ou les terres qui constituent le principal moyen de subsistance des communautés ne devraient pas être touchées par cette expropriation.

IV. DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL : PENSER VERT JUSQU'A LA FIN

Du point de vue du respect de l'environnement, la société Fuelstock devrait définir clairement ses zones d'exportation si elle envisage toujours d'exporter l'huile de jatropha. En effet, une exportation, quel que soit la zone de destination, et encore plus s'il s'agit de l'Europe, exigerait la consommation d'énergies non renouvelables pour le transport. Peut-on alors toujours parler de « développement vert » quand faire traverser du biocarburant sur la moitié de la planète contribuerait à la polluer davantage ?

La réflexion devrait se poser pour les sociétés productrices de biocarburants mais aussi pour les pays et les institutions, telles que l'Union européenne, soutenant les investissements visant à la production d'énergie renouvelable, car, outre la menace sur la sécurité alimentaire que peut induire ces investissements, il n'a pas été prouvé que leur utilisation atténuerait réellement les effets du réchauffement climatique ; en effet, si leur production s'effectue à des milliers de kilomètres de leur lieu réel de consommation, les effets escomptés, à savoir la préservation de l'environnement, seraient nuls, voire contradictoires.

Ainsi, la distribution de ces sociétés devrait se concentrer sur une zone géographique nationale. En l'occurrence, s'agissant de Fuelstock Madagascar, la commercialisation du produit au niveau malgache devrait se concrétiser.

V. DU POINT DE VUE SECURITE ALIMENTAIRE : RENFORCER LA COLLABORATION AVEC LES AGRICULTEURS LOCAUX

Dans ses engagements sociaux, la société Fuelstock aspire à l'amélioration du cadre de vie des paysans ; or, jusque-là, les salaires des ouvriers ne peuvent même pas assurer les besoins alimentaires quotidiens des ménages, qui, non seulement ne peuvent recourir à l'épargne mais doivent faire face à un endettement durable.

L'orientation la plus pertinente pour une amélioration de la sécurité alimentaire réside dans le renforcement de la collaboration avec les agriculteurs locaux à travers les activités de collecte de la société. Après avoir canalisé les besoins alimentaires régionaux (marchés régionaux dans le cadre des coopérations économiques : SADC, COMESA, COI, ACP), la société peut solliciter les agriculteurs pour diversifier leurs cultures en fonction de ses besoins et procéder à la collecte de leur production en vue de les exporter. Cela génèrera d'une part un revenu supplémentaire pour les ménages, ce qui implique qu'ils auront moins, voire plus du tout, recours à l'emprunt pour assurer leurs besoins alimentaires, et, d'autre part, ces agriculteurs pourront se réserver et stocker une part des denrées alimentaires qu'ils auront cultivées pour leur consommation personnelle.

Comme la société Fuelstock est actuellement en phase d'expérimentation pour la culture de légumineuses, afin que cette activité ne concurrence pas la culture de jatropha (qui constitue leur activité principale), elle peut notamment solliciter les villageois locaux pour renforcer sa production de légumineuses. Pour ce faire, les femmes, qui représentent presque la moitié de la population des villages de Miadanasoa et Manjarisoa, peuvent participer activement à cette collaboration.

CONCLUSION

L'exploitation de jatropha par la société Fuelstock Madagascar a une certaine utilité sociale et économique dans la commune d'Ankazomborona. Selon les propos de son Président Directeur Général et d'après les descentes sur le terrain, le projet a de grandes ambitions puisque le montant de son investissement s'élève à 8 000 000 USD.

La société a contribué à la création d'emplois dans la région, à la construction et à la rénovation d'infrastructures telle qu'une école et des sentiers entre autres, et à des dons lors d'événements ponctuels. Toutefois, les emplois créés n'ont pas pu améliorer les conditions de vie de la population cible. Les habitants de Miadanasoa et de Manjarisoa, sites d'exploitation de la société, n'ont pas encore pu jouir de leurs droits humains fondamentaux. Au contraire, ils vivent dans une extrême pauvreté.

N'ayant pas pu obtenir le cahier de charges de la société, il est difficile d'affirmer que Fuelstock a failli à l'ensemble de ses responsabilités sociétales. Toutefois, ce cahier de charges devrait contenir une liste d'apports sociaux à respecter par l'investisseur, lesquels n'ont jamais été évoqués lors des rencontres avec les différentes personnes ressources, particulièrement les autorités locales et les responsables de la société.

Tout au moins, d'après l'Article 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, social et culturels, et appuyé par l'Article 23 de la Déclaration Universelle des Droits humains du 10 décembre 1948 par l'Organisation des Nations Unies, les conditions de travail doivent être justes et favorables, assurant un salaire équitable et une rémunération égale pour un travail de valeur égale. Il doit également y avoir la sécurité et l'hygiène au travail. Tout ceci concourt à un niveau de vie suffisant pour la personne et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. L'investisseur n'étant pas là pour être un acteur caritatif, il appartient donc à l'État d'imposer ses conditions pour faire en sorte que les employés de ladite société mènent une vie décente. Le cas de Fuelstock Madagascar est un exemple flagrant de manque de volonté politique de la part des dirigeants malgaches, lesquels n'imposent pas de retombées de l'investissement sur la population locale.

Par ailleurs, des droits fonciers n'ont pas été respectés dans l'octroi du terrain à la société du fait que ces terres constituent des aires de pâturage utilisées depuis longtemps par les éleveurs. L'État malgache a attribué le terrain via un bail emphytéotique sans considérer les années d'occupation des propriétaires locaux de zébus. Malgré le vide juridique concernant les terrains de pâturage, ces occupants ont des droits qui sont nés de leurs occupations de longue durée du terrain en question. Des actions de plaidoyer vis-à-vis des modalités d'opérationnalisation des grands investissements devraient se faire dans la mesure où le gouvernement malgache actuel veut les promouvoir.

Acronymes

ACP : groupe des états d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

AEFJN: African Europe Faith and Justice Network

AIE : Agence Internationale de l'Energie

CEG : Collège d'Enseignement Général

CGI : Code Général des Impôts

COI : Commission de l'Océan Indien

COMESA : Common Market of Eastern and Southern Africa

CSBI : Centre de santé de base de niveau II

EPP : Ecole primaire publique

FRAM : Fikambanan'ny RAiamandrenin'ny Mpianatra (Association des parents d'élèves)

PCD : Plan Communal de Développement

SAC : Schéma d'Aménagement Communale

SADEC : Southern African Development Community

SEECALINE : Surveillance et Éducation des Écoles et des Communautés en matière d'Alimentation et de Nutrition Élargie

SIF : Sehatra lombonana hoan'ny Fananantany ou Solidarité des Intervenants sur le Foncier

SNAT : Schéma National d'Aménagement du Territoire

SRAT : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire

UE : Union européenne

BIBLIOGRAPHIE ET REFERENCES

SITE WEB ET LIENS :

<http://sante.journaldesfemmes.com/calories/riz-blanc-cuit/aliment-9104>

<http://www.les-calories.com/calorie-17-riz-blanc-cru.html>

OUVRAGES :

ISIKA Conseil et FTHM Conseils, juillet 2006, « Relance de la fiscalité locale : état des lieux et orientations », p°10

Pacte international relatif aux droits économiques, social et culturels, 16 décembre 1966

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Organisation des Nations Unies, 10 décembre 1948

Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale, S'entendre sur la terminologie, CSA, 39ème session, 15-20 octobre 2012, p 17.

FAO, Sécurité alimentaire : information pour l'action : guides pratiques, sommet mondial de l'alimentation 1996, p1.

TEXTES JURIDIQUES :

Loi n° 2006-031 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée

Loi n° 66-003 du 2 juillet 1966 relative à la Théorie Générale des Obligations

Loi n°2005-019 du 17 octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres à Madagascar

Loi n°2008-014 du 23 juillet 2008 sur le domaine privé de l'Etat, des Collectivités territoriales décentralisées et des personnes morales de droit public

